

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Solution IRF/ lecteur plaque d'imma		
Solicitation No. - N° de l'invitation 47060-147075/A	Date 2014-01-28	
Client Reference No. - N° de référence du client 1000317075		
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HN-460-64505		
File No. - N° de dossier hn460.47060-147075	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-03-10		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Guertin, Benoit		Buyer Id - Id de l'acheteur hn460
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-4479 ()		FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Issuing Office - Bureau de distribution

Electrical & Electronics Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
7B3, Place du Portage, Phase III
Gatineau, Québec K1A 0S5

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection
3. Exigences relatives à la sécurité

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relative à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Clause du guide des CCUA (livraison)

Liste des annexes

Annexe A- Énoncé des travaux

Annexe B- Liste des produits livrables et des prix

Annexe C- Calendrier de déploiement

Annexe D- Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

Annexe E- Garantie, maintenance et retour à l'atelier

Annexe F- Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation

Annexe G- Critères Obligatoires

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 4 - Procédures d'évaluation et méthode de sélection, et Partie 6 - Clauses du contrat subséquent.

2. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit fournir les biens et/ou les services conformément aux exigences techniques ci-incluses à l'annexe « A » et dans les quantités indiquées à l'annexe « B ».

3. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2013-06-01) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours
Insérer : quatre-vingt-dix (90) jours

(Fin de la page)

1.1 Clauses du Guide des CCUA

Références de CCUA	Section	Date
A9033T	Capacité financière	2012-07-16
B1000T	Condition du matériel	2007-11-30

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

(Fin de la page)

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

- Section I : Soumission technique (2 copies)
- Section II : Soumission financière (1 copie)
- Section III : Attestations (1 copie)
- Section IV : Informations additionnelles (1 copie)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission. Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Documents techniques

LES DOCUMENTS TECHNIQUES/DESCRIPTIFS DOIVENT ÊTRE REÇUS AVEC LA SOUMISSION TECHNIQUE. À DÉFAUT DE CE FAIRE, LA SOUMISSION SERA JUGÉE IRRECEVABLE.

(Fin de la page)

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

1.1 Fluctuation du taux de change – Atténuation des risques

1. Le soumissionnaire peut demander au Canada d'assumer les risques et les avantages liés aux fluctuations du taux de change. Si le soumissionnaire demande un rajustement du taux de change, cette demande doit être clairement indiquée dans la soumission au moment de sa présentation. Le soumissionnaire doit présenter le formulaire PWGSC-TPSGC 450, Demande de rajustement du taux de change, avec sa soumission, et indiquer le montant en monnaie étrangère en dollars canadiens pour chaque article pour lequel un rajustement du taux de change est demandé.
2. Le montant en monnaie étrangère est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ce montant devrait comprendre l'ensemble des taxes, des droits et des autres coûts payés par le soumissionnaire et qui seront compris dans le montant de rajustement.
3. Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2% (augmentation ou diminution).
4. Au moment de la soumission, le soumissionnaire doit remplir les colonnes (1) à (4) du formulaire PWGSC-TPSGC 450 pour chaque article pour lequel il veut se prévaloir de la disposition relative à la fluctuation du taux de change. Lorsque les soumissions sont évaluées en dollars canadiens, les valeurs indiquées dans la colonne (3) devraient aussi être en dollars canadiens, afin que le montant du rajustement soit présenté dans la même devise que le paiement.
5. Aux fins de la présente disposition relative à la fluctuation du taux de change, les autres taux ou calculs proposés par le soumissionnaire ne seront pas acceptés.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

(Fin de la page)

Section IV : Informations additionnelles

1.2 Représentants de l'entrepreneur

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :

Renseignements généraux

Nom :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

Suivi de la livraison :

Nom :

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel :

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

Critères d'évaluation

Toutes les soumissions doivent être complétées en détail et fournir toutes informations requises dans la demande de soumissions pour assurer une évaluation complète.

1.1 Critères techniques obligatoires

Les exigences obligatoires suivantes seront prises en considération aux fins de l'évaluation de chaque soumission :

1. Indiquant simplement une conformité à un critère est insuffisant. Les soumissionnaires doivent présenter une démonstration clairement organisée, imprimé (et non à la main) qui comprend toute la documentation technique nécessaire afin de démontrer clairement leur conformité à tous les points présentés dans l'énoncé des travaux à l'annexe "A" et les critères d'évaluation à l'annexe "B";
2. Conformité aux exigences techniques (description des articles à l'annexe « A »);
3. Conformité aux exigences techniques (description des articles à l'annexe « G »);

(Fin de la page)

1.2 Évaluation financière

Les exigences obligatoires suivantes seront prises en considération lors de l'évaluation des soumissions :

* Conformité à la base d'établissement de prix;

Le prix total de la soumission sera déterminé en traitant les articles de l'annexe « B » de la manière suivante :

Coût total = (somme de 1.C à 11.C) + (somme de 12.F à 52.F) +(somme de 53.I à 58.I)

*La somme des prix totaux de tous les articles (prix unitaire x quantité);

1.3 Base de prix

Le soumissionnaire doit fournir des prix unitaires, en dollars canadiens, rendu droits acquittés (destination), les taxes applicables en sus, selon le cas. Les frais de transport à destination doivent être inclus ainsi que les droits de douane et la taxe d'accise applicable.

2. Base de la sélection

La soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. La recommandation pour l'attribution d'un contrat se fera en fonction de la soumission recevable la plus basse globalement.

3. Exigences relatives à la sécurité

1. Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :

- a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiquée à la Partie 6 - Clauses du contrat subséquent;
- b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiquée à la Partie 6 - Clauses du contrat subséquent;
- c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé.

2. On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.

3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le document « Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires » (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera également déclarée non recevable ou sera considéré comme un manquement au contrat.

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations - soumission des instructions uniformisées 2003. La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Exigences relatives à la sécurité

Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. L'entrepreneur ou l'offrant NE DOIT PAS emporter de renseignements ou de biens PROTÉGÉS hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur ou l'offrant doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
5. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe « D »;
 - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

(Fin de la page)

2. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit fournir les biens et/ou les services conformément aux exigences techniques ci-incluses à l'annexe « A » et dans les quantités indiquées à l'annexe « B ».

2.1 Marchandises excédentaires

Clauses du Guide des CCUA B7500C (2006-06-16) Marchandises excédentaires

2.2 Biens et(ou) services optionnels

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services ou les deux, qui sont décrits à l'annexe « A » du contrat selon les mêmes conditions et aux prix et(ou) aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, pour la quantité totale ou une partie de la quantité, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat*(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1 Conditions générales

2010A (2013-04-25), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

3.2 Période de garantie

L'article 09 des conditions générales 2010A est modifié en ajoutant l'annexe « G ».

Toutes les autres dispositions de la garantie demeureront en vigueur.

4. Durée du contrat

4.1 Période du contrat

La période du contrat sera du _____ au _____.

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard le _____ (indiquées lors de l'octroi du contrat).

(Fin de la page)

4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 6 périodes supplémentaires allant jusqu'à douze (12) mois chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Benoit Guertin – Spécialiste en approvisionnements

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction du transport et des produits logistiques, électriques et pétroliers - Division HN
7B3, Place du Portage, Phase III, 11 rue Laurier, Gatineau (Québec) K1A 0S5

Téléphone: (819) 956-4479 Courriel: benoit.guertin@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Chargé de projet (compléter à l'adjudication du contrat)

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom :

Téléphone : _____ Télécopieur : _____

Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

(Fin de la page)

5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :

Renseignements généraux :

Nom : compléter à l'adjudication du contrat
Téléphone : compléter à l'adjudication du contrat
Télécopieur : compléter à l'adjudication du contrat
Courriel : compléter à l'adjudication du contrat

Suivi de la livraison :

Nom : compléter à l'adjudication du contrat
Téléphone : compléter à l'adjudication du contrat
Télécopieur : compléter à l'adjudication du contrat
Courriel : compléter à l'adjudication du contrat

6. Paiement

6.1 Base de paiement

Sous réserve de l'exécution satisfaisante pour l'entrepreneur de toutes ses obligations en vertu du présent contrat, l'entrepreneur se verra verser les prix fermes précisés dans à l'annexe « B » pour un coût de \$ _____ (insérer le montant à l'attribution du contrat). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de _____ \$. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme:

- a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou

- b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
- c) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,

selon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

6.3 Paiements multiples

Clause du guide des CCUA H1001C (2008-05-12) Paiements multiples

6.4 Exigences en matière d'assurance

Clauses du Guide des CCUA G1005C (2008-05-12) Exigences en matière d'assurance

7. Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être appuyée par une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;

2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
 - b) Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

8. Attestations

8.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou

non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

(Fin de la page)

8.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsque qu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec RHDCC - Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par Ressources humaines et Développement des compétences Canada fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ (insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu), et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) 2010A (2013-04-25) Conditions générales – biens, services (complexité moyenne);
- c) Annexe A, Énoncé des travaux
- d) Annexe B, Liste des produits livrables et des prix
- e) Annexe C, Calendrier de déploiement
- f) Annexe D, Liste de vérification relative à la sécurité
- g) Annexe E, Garantie
- h) Annexe F, Programme de contrats fédéraux en matière d'équité d'emploi - Attestation
- i) la soumission de l'entrepreneur en date du _____ (inscrire la date de la soumission)

11. Clauses du Guide des CCUA (livraison)

Références de CCUA	Section	Date
D2000C	Marquage	2007-11-30
D2001C	Étiquetage	2007-11-30
D9002C	Ensembles incomplets	2007-11-30

11.1. Instructions d'expédition - livraison à destination

Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés rendu droits acquittés (DDP) _____ (insérer le nom du lieu de destination convenu) selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.

ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Projet : Solution de lecture de plaques d'immatriculation (LPI) et d'identification par radiofréquence (IRF) de l'ASFC

1.0 PORTÉE

1.1 OBJECTIF

Le présent énoncé des travaux vise à tirer le meilleur parti du matériel technologique pour traiter les moyens de transport et les voyageurs au moment de l'inspection primaire aux points d'entrée terrestres au Canada.

1.2 CONTEXTE

L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) utilise depuis longtemps des lecteurs de plaques d'immatriculation (LPI) et des lecteurs d'identification par radiofréquence (IRF) dans le cadre de ses activités d'inspection primaire. Le LPI saisit les données de la plaque d'immatriculation lorsque le moyen de transport s'avance vers la guérite d'inspection. Quant au lecteur d'IRF installé dans les voies d'inspection primaire, il peut saisir les données d'un document muni d'une puce d'IRF, ce qui appuie le traitement du voyageur.

Une combinaison de facteurs justifie l'achat de LPI et de lecteurs d'IRF :

- fin imminente du cycle de vie du matériel actuel;
- engagements pris dans le cadre du Plan d'action Par-delà la frontière, qui vise à concrétiser la vision commune exposée par le premier ministre du Canada et le président des États-Unis le 4 février 2011 (*Par-delà la frontière : une vision commune de la sécurité du périmètre et de la compétitivité économique*).

En vertu du présent contrat, l'entrepreneur doit fournir une solution qui intègre à la fois les composants d'IRF et les composants de LPI. La soumission doit être présentée par une seule partie, même si une deuxième partie fournit une solution qui répond à un ensemble d'exigences. Les communications avec l'ASFC doivent se faire par l'entremise de l'entrepreneur principal, soit la partie qui présente la soumission. En cas de soumission concertée, toutes les exigences obligatoires de l'ASFC relatives à l'IRF doivent être évaluées pour une seule des parties. En cas de soumission concertée, toutes les exigences obligatoires de l'ASFC relatives à la lecture des plaques d'immatriculation doivent être évaluées pour une seule des parties.

2.0 EXIGENCES

2.1 LIVRAISON

L'entrepreneur doit livrer une solution qui répond à toutes les exigences décrites dans l'énoncé des besoins en pièce jointe.

2.2 DÉPLOIEMENT ET INSTALLATION

2.2.1 La mise en œuvre de la solution doit être approuvée par écrit par le chargé de projet. Chaque type de déploiement doit suivre les directives de l'appendice D, Options de mise en œuvre, de même que le calendrier établi à l'annexe C, Calendrier de déploiement.

2.2.2 À la demande de l'ASFC, l'entrepreneur doit installer la solution durant une période de 24 heures, n'importe quel jour de semaine.

2.2.3 Selon la décision de l'ASFC, la solution de l'entrepreneur doit être déployée à l'aide des méthodes suivantes décrites à l'appendice D :

- option 1 – installation de la solution après la collecte de données sur la voie (voie non conçue pour recevoir le matériel);
- option 2 – installation de la solution après vérification de la voie (voie conçue pour recevoir le matériel);
- option 3 – installation de la solution d'après le plan de voie fondé sur les dessins d'architecture fournis par l'ASFC;
- option 4 – désinstallation de la solution;
- option 5 – désinstallation et réinstallation de la solution en une seule intervention;
- option 6 – réinstallation de la solution à partir d'une solution désinstallée ou de rechange;
- option 7 – installation de la solution en laboratoire.

2.2.4 Avant de livrer la solution à l'ASFC, l'entrepreneur doit affixer un autocollant sur chaque composant pour désigner la certification hydroélectrique conformément aux règlements provinciaux et/ou d'États américain, selon l'emplacement du site où la solution sera installée.

2.2.5 L'entrepreneur doit fournir tous les matériaux permettant d'effectuer l'installation, l'intégration et la configuration complètes de la solution à chaque site. Il doit notamment fournir les connexions électriques, les câbles, les attaches, les bras de montage et tous les autres accessoires nécessaires à l'installation, à l'intégration et à la configuration de la solution.

(Fin de la page)

2.2.6 À la demande de l'ASFC, l'entrepreneur doit installer, intégrer et configurer la solution selon les directives aux appendices B et D du présent énoncé des travaux. Si la solution comporte uniquement des composants d'IRF, l'entrepreneur dispose d'une demi-journée pour installer la solution dans une voie. Si la solution comporte uniquement des composants de LPI, l'entrepreneur dispose d'une journée pour installer la solution dans une voie. Si la solution comporte à la fois des composants d'IRF et des composants de LPI, l'entrepreneur dispose d'une journée et demie pour installer la solution dans une voie.

2.2.7 À la demande de l'ASFC, l'entrepreneur doit désinstaller l'ensemble ou une partie de la solution (voir l'appendice D, Options de mise en œuvre).

2.2.8 L'entrepreneur doit désinstaller et retirer de chaque voie tous les composants de LPI et d'IRF. Le matériel retiré par l'entrepreneur doit immédiatement être retourné à l'ASFC.

2.2.9 Tel qu'indiqué par l'ASFC, l'entrepreneur doit fournir et installer un compteur numérique avec chaque unité, conformément aux critères d'évaluation obligatoires.

2.2.10 Tel qu'indiqué par l'ASFC, l'entrepreneur doit fournir et installer deux afficheurs de signalisation avec chaque unité, pour montrer aux voyageurs comment utiliser le matériel d'IRF.

Afficheur 1 : Cet afficheur sert à signaler aux passagers d'un véhicule la présence du matériel d'IRF dans la voie (ou au panneau d'arrêt), de sorte qu'ils soient prêts à présenter leur document muni d'une puce d'IRF. L'afficheur doit être installé à proximité du matériel d'IRF (dans la voie ou au panneau d'arrêt), mais orienté vers le moyen de transport qui se rapproche du matériel (depuis le début de la voie).

Spécifications

- L'afficheur doit être à l'épreuve des intempéries.
- L'afficheur doit mesurer au moins 8,5 pouces sur 14 pouces. Il doit être installé à proximité du matériel d'IRF (dans la voie ou au panneau d'arrêt), mais orienté vers le moyen de transport qui se rapproche du matériel (depuis le début de la voie).
- L'afficheur doit être réfléchissant ou éclairé.
- L'afficheur doit être en aluminium.
- Le texte doit être affiché en français et en anglais (même taille dans les deux langues).
- Le texte doit concerner tous les documents de voyage munis d'une puce d'IRF, et non un document ou une carte en particulier. Par exemple, l'afficheur ne peut pas indiquer « Présentez votre carte NEXUS » ni « Présentez votre PC Plus »; le texte doit plutôt viser tous les documents munis d'une puce d'IRF qui pourraient être présentés.

- L'afficheur doit inclure au moins une flèche de direction.
- L'afficheur ne doit porter aucune marque du fabricant visible pour les voyageurs (p. ex. le logo de l'entreprise qui a fabriqué l'afficheur).
- L'afficheur ne doit pas nuire à la performance du matériel d'IRF.

Afficheur 2 : Cet afficheur sert à fournir des directives aux passagers d'un véhicule qui se trouve à proximité du matériel d'IRF (dans la zone de lecture). L'afficheur doit être installé sur le matériel d'IRF ou près du matériel. Il doit indiquer aux voyageurs comment présenter leur document muni d'une puce d'IRF de façon à ce qu'il soit lu correctement.

Spécifications

- L'afficheur doit être à l'épreuve des intempéries.
- L'afficheur doit mesurer au moins 12 pouces sur 12 pouces.
- L'afficheur doit être installé sur le matériel d'IRF, si propice, ou directement à côté, au-dessus ou en dessous du matériel.
- L'afficheur peut être éclairé.
- Le texte doit être affiché en français et en anglais (même taille dans les deux langues) pour indiquer aux voyageurs à quel endroit ils doivent présenter leur document muni d'une puce d'IRF.
- Le texte doit concerner tous les documents de voyage munis d'une puce d'IRF, et non un document ou une carte en particulier. Par exemple, l'afficheur ne peut pas indiquer « Présentez votre carte NEXUS » ni « Présentez votre PC Plus »; le texte doit plutôt viser tous les documents munis d'une puce d'IRF qui pourraient être présentés.
- L'afficheur doit présenter des images, dont au moins une image d'une main tenant une carte.
- L'afficheur ne doit porter aucune marque du fabricant visible pour les voyageurs (p. ex. le logo de l'entreprise qui a fabriqué l'afficheur).
- L'afficheur ne doit pas nuire à la performance du matériel d'IRF.

L'entrepreneur doit soumettre les plans (échantillons) des afficheurs proposés au chargé de projet de l'ASFC. Pendant l'examen des plans, si le chargé de projet de l'ASFC demande des modifications, l'entrepreneur doit fournir des échantillons révisés jusqu'à ce qu'il obtienne l'approbation finale du chargé de projet de l'ASFC.

Les afficheurs qui ne fonctionnent plus correctement (texte illisible, image estompée, etc.) en raison de dommages causés par l'exposition aux éléments pendant la durée du contrat doivent être remplacés aux frais de l'entrepreneur.

(Fin de la page)

2.3 ESSAIS

Une fois la solution installée dans chaque voie, l'entrepreneur doit offrir du soutien aux responsables de l'ASFC pendant les 30 jours consécutifs qui suivront, le temps que les responsables mènent des essais d'acceptation concernant la fiabilité et la disponibilité de la solution. Le taux de fiabilité et de disponibilité doit être d'au moins 98 % durant cette période. Les problèmes de fiabilité et de disponibilité des composants de LPI et d'IRF doivent être corrigés par l'entrepreneur, à ses frais, dans les 48 heures suivant la détection du problème. Si le niveau de disponibilité n'est pas atteint au cours de la période de 30 jours consécutifs, les essais se poursuivront sur une base quotidienne jusqu'à l'atteinte de l'objectif.

2.4 FORMATION

2.4.1 En vue des séances de formation, l'entrepreneur doit soumettre au chargé de projet de l'ASFC un plan qui présente les sujets abordés et le déroulement de la formation.

2.4.2 L'entrepreneur doit tenir des séances de formation comportant un volet théorique et un volet pratique pour un maximum de 20 employés de l'ASFC, aux endroits déterminés par l'ASFC. Chaque séance doit aborder au moins les sujets suivants : utilisation, configuration, dépannage, entretien de base, entretien préventif, fonctionnement, solutions rapides aux problèmes courants ainsi qu'installation et retrait des composants pour les retourner à l'atelier.

2.4.3 Les séances de formation offertes doivent être :

- en anglais seulement;
- en français seulement;
- bilingues (français et anglais).

2.4.4 L'entrepreneur doit tenir des séances de formation dans les 30 jours civils suivant la demande l'ASFC. L'ASFC indiquera à l'entrepreneur la date, l'heure, le lieu et la langue de chaque séance.

2.4.5 Après l'installation et la formation pratique, l'entrepreneur doit remettre à chaque site un CD ou un DVD contenant de l'information en français et en anglais sur l'utilisation, la configuration, le dépannage et l'entretien de base de tous les composants de la solution, de même que sur l'entretien préventif, le fonctionnement, les solutions rapides aux problèmes courants ainsi que l'installation et le retrait des composants pour les retourner à l'atelier.

2.5 CONTRÔLE D'ACCÈS AU RÉSEAU (CAR)

2.5.1 Sur demande, l'entrepreneur doit mettre à la disposition de l'ASFC du personnel technique qui connaît la solution et sait comment l'intégrer dans l'environnement technique décrit à l'appendice C. Ce personnel travaillera avec l'ASFC dans les locaux de l'ASFC pour créer l'image de la plateforme de l'appareil assurant la fonction de CAR. Cette collaboration entre les ressources de l'ASFC et celles de l'entrepreneur garantira que :

- a. le composant de CAR fourni par l'entrepreneur n'introduit pas plus de 50 millisecondes dans le flux de données;
- b. le composant de CAR est compatible avec Windows 7 Enterprise et peut être mis à niveau (postcompatibilité) avec d'autres versions des systèmes d'exploitation;
- c. le composant de CAR peut fonctionner sous les versions 32 bits et 64 bits des systèmes d'exploitation installés;
- d. le composant de CAR est conforme aux politiques de sécurité de l'informatique répartie fournies par l'infrastructure de l'ASFC;
- e. le composant de CAR est compatible avec les produits de protection contre les virus et les maliciels fournis par l'infrastructure réseau de l'ASFC;
- f. le composant de CAR prend en charge le processus de gestion des correctifs mensuels de Microsoft.

2.5.2 Si du dépannage sur place est nécessaire, l'entrepreneur doit mettre à la disposition de l'ASFC du personnel qui l'aidera à créer l'image de sa plateforme à un local de l'ASFC. L'entrepreneur doit offrir tout le soutien nécessaire à la mise à jour des images pendant la durée du contrat.

2.5.3 L'ASFC doit pouvoir charger une image de sa plateforme sur l'appareil de CAR. L'entrepreneur doit fournir les logiciels et le matériel requis pour charger une image de base sur l'appareil de CAR.

2.5.4 Le LPI de l'entrepreneur doit être muni d'un mécanisme de lecture de plaques qui transmet une image intacte (non détournée) à un serveur FTP choisi par l'ASFC, sans interruption ni dégradation des fonctions du lecteur.

2.5.5 Le LPI de l'entrepreneur doit offrir au moins les fonctions suivantes grâce à la console de gestion centralisée ou à des interfaces utilisateurs graphiques (IUG) sur un appareil accessible uniquement par l'appareil de CAR :

- a) surveillance à distance, en temps réel, du LPI pendant qu'il fonctionne, y compris pendant qu'il lit les données de la plaque d'immatriculation (interprétation et images);
- b) configuration à distance du mécanisme de lecture de plaques (activation/désactivation, nombre de plaques à lire, entrée de données sur le serveur FTP);
- c) configuration à distance du mécanisme de collection de lecture de plaques.

2.6 CONSOLE DE GESTION CENTRALISÉE

2.6.1 Dans les 30 jours civils suivant la date d'attribution du contrat, l'entrepreneur doit se conformer aux exigences ci-dessous avant de pouvoir installer sa console de gestion centralisée dans une voie.

- a. Le logiciel de la console de gestion centralisée doit être compatible avec Windows Server 2008 hébergé sur un serveur de l'ASFC.

- b. L'ASFC doit pouvoir accéder à distance à la console de gestion centralisée, qui sera hébergé sur son réseau, et la console doit au moins avoir :
- i. la capacité de s'intégrer aux services d'identification, d'authentification et d'autorisation fournis par l'infrastructure réseau de l'ASFC (voir l'appendice C, Infrastructure technique);
 - ii. une IUG;
 - iii. un tableau de bord pour surveiller en temps réel l'état de tous les appareils dans chaque voie (si un appareil pose problème ou n'est pas accessible, un message d'erreur devrait être affiché);
 - iv. la capacité d'afficher le numéro de modèle, le numéro de série, la version du matériel, la version du logiciel, la version du micrologiciel et la date du dernier redémarrage de chaque appareil, en plus d'exporter ces données dans un document PDF ou Word;
 - v. la capacité de fournir des taux statistiques de lecture pour chaque LPI (lectures réussies, lectures peu fiables, plaques non lues, plaques introuvables);
 - vi. la capacité de configurer et d'émettre des alertes lorsqu'un appareil dans une voie pose problème ou n'est pas accessible, ou lorsque les taux de lecture du LPI dans une voie tombent sous un seuil donné (configurable);
 - vii. la capacité de créer un journal de vérification qui consigne au moins les données suivantes fournies par un compte d'utilisateur, de service ou de système :
 - type (p. ex. changement de configuration);
 - date et heure (p. ex. 2013-01-01 5:00 HNE);
 - emplacement (p. ex. ID du système);
 - source (p. ex. ID du poste de travail);
 - résultat (p. ex. réussite, échec);
 - identité (p. ex. ID de l'utilisateur, ID du compte de service, ID du compte de système);
 - viii. la capacité d'appliquer les mises à jour aux appareils de la solution;
 - ix. la capacité de gérer l'accès et les rôles des utilisateurs;
 - x. la capacité de regrouper les voies;
 - xi. la capacité de configurer à distance et d'optimiser tous les composants du lecteur d'IRF, notamment la puissance de l'antenne et la zone de lecture.

(Fin de la page)

2.7 SERVICES PROFESSIONNELS

Il se peut que, pendant la durée du cycle de vie du contrat lié aux sections 2.5 et 2.6 du présent énoncé des travaux et sur l'utilisation de la solution de l'entrepreneur, l'ASFC ait besoin de services professionnels qui dépassent la portée du présent énoncé des travaux ou l'annexe A. Les services professionnels requis seront soit un spécialiste de plateforme (niveau 3) ou un spécialiste du soutien opérationnel (niveau 3) tel que définis à la page web suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sptb-tbps/categories-fra.html>. Dans ce cas, l'ASFC en fera la demande par écrit à l'entrepreneur. À la réception de la demande écrite de l'ASFC, l'entrepreneur doit soumettre, dans un délai de cinq jours ouvrables, une proposition décrivant les coûts associés à la prestation des services, les répercussions sur l'utilisation de la solution et le temps qu'il faudra pour fournir les ressources à l'Agence. Dans les cinq jours ouvrables suivant l'examen de la proposition, l'ASFC confirmera qu'elle veut utiliser les ressources de l'entrepreneur, demandera des modifications à la proposition ou déterminera qu'elle n'a pas besoin des ressources.

3.0 NORMES ET SPÉCIFICATIONS

- 3.1 Avant l'installation, l'entrepreneur doit veiller à ce que tous les composants électriques de sa solution respectent la norme C22.2 n° 60950 de l'Association canadienne de normalisation (CSA), conformément aux exigences de la première partie du *Code canadien de l'électricité*.
- 3.2 La solution de l'entrepreneur doit respecter la norme ANSI N42.35-2003 de l'IEEE concernant les vibrations.
- 3.3 La solution de l'entrepreneur doit être conforme à la partie IV de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, Substances toxiques (http://www.labour.gov.on.ca/french/hs/pubs/ohsa/ohsag_part4.php), et au règlement du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail portant sur les grandeurs et les unités de rayonnement ionisant (<http://www.actrm.ca/descriptiondelaprofession/santeetsecuriteautravailssst/expositionalaradiation/>).
- 3.4 La solution de l'entrepreneur doit respecter les normes de la CSA (<http://www.cchst.ca/legislation/csa.html>) ou des Laboratoires des assureurs du Canada (<http://www.ul.com/canada/fra-ca/pages/ulcstandards/>).
- 3.5 Si la solution de l'entrepreneur est installée à des points d'entrée aux États-Unis, elle doit :
 - a. respecter les normes applicables aux États-Unis concernant les substances toxiques ainsi que les grandeurs et les unités de rayonnement ionisant;
 - b. avoir un autocollant de certification équivalant à la certification de la CSA et à la certification hydroélectrique.

(Fin de la page)

4.0 EXIGENCES EN MATIÈRE DE PRODUCTION DE RAPPORTS

4.1 À la fin de chaque mois durant lequel l'entrepreneur doit installer, configurer ou intégrer un ou plusieurs des composants de LPI et d'IRF de sa solution, donner de la formation ou encore participer aux essais d'acceptation en vertu du contrat, il doit présenter au chargé de projet de l'ASFC un rapport d'étape électronique en format PDF (Adobe Acrobat) qui fait état au minimum de ce qui suit :

- i) activités d'installation;
- ii) liste des participants à chaque séance de formation;
- ii) principaux jalons;
- iv) mesures à prendre en cours;
- v) risques liés au programme et mesures d'atténuation;
- vi) état d'avancement des modifications par rapport au plan;
- vii) principales activités prévues le mois suivant;
- viii) état des modifications de base.

4.2 L'entrepreneur doit envoyer une copie électronique mensuelle du journal des activités de soutien technique et une copie électronique mensuelle du journal des retours à l'atelier à la boîte de réception générale de l'ASFC précisée dans le contrat.

Le journal des activités de soutien technique relativement aux incidents doit préciser :

- (1) le numéro de suivi;
- (2) le numéro de suivi du client (fourni par le client au moment de l'appel);
- (3) la date et l'heure de l'appel;
- (4) la description du problème;
- (5) la méthode de résolution;
- (6) l'état.

Le journal des retours à l'atelier doit préciser :

- (1) le numéro de suivi;
- (2) le numéro de suivi du client (fourni par le client au moment de l'appel);
- (3) le numéro de série de la pièce ou du composant défectueux;
- (4) la date et l'heure de réception de la pièce ou du composant défectueux;
- (5) la date et l'heure d'expédition de la pièce ou du composant de rechange;
- (6) l'emplacement de la pièce ou du composant;
- (7) la description du problème;
- (8) la méthode de résolution;
- (9) l'état.

4.3 L'entrepreneur doit fournir un rapport d'inventaire mensuel en version électronique (.pdf et .doc) pendant la première année du contrat et, à la demande de l'ASFC, après la

première année. Ce rapport doit préciser les données ci-dessous pour tous les composants (caméras, stroboscopes, détecteurs, unités de traitement, lecteurs d'IRF, CAR, etc.). S'il y a lieu, il doit également présenter la moyenne et le total de chaque colonne.

- a. Numéro de modèle
- b. Numéro de série
- c. Date d'installation ou de déploiement
- d. Emplacement de l'installation (nom du site, code du site et numéro de la voie)

4.4 L'entrepreneur doit fournir avec chaque unité un CD ou un DVD (compatible avec les formats utilisés par le client, soit Microsoft Word, Adobe Acrobat PDF ou HTML) qui contient une documentation technique détaillée en français et en anglais concernant au minimum ce qui suit :

- a. fonctionnement et composants de la solution;
- b. installation;
- c. configuration;
- d. diagnostic et dépannage;
- e. guide de renforcement des appareils;
- f. conception;
- g. développement;
- h. intégration;
- i. mise à l'essai du système.

4.5 Pour chaque site identifié comme étant situé aux États-Unis dans le calendrier de déploiement (voir l'annexe C), l'entrepreneur doit fournir une copie papier et une copie électronique de l'information prouvant que toutes les ressources participant à l'installation, à la configuration, à l'intégration et à la formation disposent des documents nécessaires pour travailler en sol américain.

4.6 Avant l'installation, l'entrepreneur doit inclure dans chaque commande un certificat imprimé attestant que tous les composants électriques de sa solution respectent la norme C22.2 no 60950 de la CSA, conformément aux exigences de la première partie du *Code canadien de l'électricité*.

5.0 CONTRAINTES

5.1 Toutes les données produites et saisies par la solution de l'entrepreneur sont la propriété de l'ASFC. Elles ne peuvent pas être diffusées, en tout ou en partie, ni être conservées à des fins autres que le soutien à l'ASFC.

5.2 La solution de l'entrepreneur ne doit stocker en permanence aucun renseignement confidentiel ni aucun renseignement permettant d'identifier une personne.

- 5.3 Même si l'entrepreneur aura accès au site pour procéder à l'installation et à la formation, jamais il n'aura accès au réseau de l'ASFC durant la prestation de services de dépannage ou de soutien sur place.
- 5.4 La solution de l'entrepreneur doit être installée de sorte que le personnel de l'ASFC puisse accéder au matériel facilement, en sécurité, et sans risque afin de repérer les problèmes et de remplacer les composants.
- 5.5 L'ASFC doit pouvoir charger les mises à jour de la version initiale sur l'appareil assurant la fonction de CAR.
- 5.6 La solution de l'entrepreneur doit être compatible avec l'infrastructure matérielle actuelle (voir l'appendice A, Infrastructure matérielle type d'une voie). La modification de l'infrastructure actuelle pour installer la solution doit se limiter à des activités telles que l'installation d'autres bornes de surface, de conduits de surface, de boîtes de jonction ainsi que de boîtiers et de supports pour le matériel. Ces restrictions servent à prévenir le déclenchement par boucles de masse.
- 5.7 L'ASFC doit maintenir sa capacité à configurer (activer et désactiver) tout autre protocole d'IRF pouvant être pris en charge par la solution de l'entrepreneur (ou ajouté à une date ultérieure).
- 5.8 Le composant d'IRF de la solution de l'entrepreneur doit fonctionner sous la version 1.1 ou une version plus récente du protocole *Low Level Reader Class One Generation 2* (LLRP C1G2).

6.0 EXIGENCES SPÉCIALES

- 6.1 Pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit fournir une ressource qui agira à titre de point de contact pour l'État concernant l'exécution du contrat.
- 6.2 La corrosion du matériel de l'entrepreneur ne doit pas dépasser 5 % pendant la durée du contrat. Si elle dépasse 5 %, l'entrepreneur doit remplacer ou réparer à ses frais les composants corrodés.
- 6.3 Si le matériel d'étanchéité des boîtiers NEMA se brise pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit le remplacer à ses frais.
- 6.4 Dans les 20 jours civils suivant la date d'attribution du contrat, l'entrepreneur doit fournir au chargé de projet de l'ASFC un jeu de cinq copies papier et un jeu d'une copie électronique (PDF et DWG) des plans de voie génériques pour chaque configuration

obligatoire (configuration 1 – LPI seulement et configuration 4 – LPI + 1 zone de lecture IRF au panneau d'arrêt).

Le **plan de voie** doit inclure les données suivantes :

- a. liste du matériel de la voie, y compris les boîtiers;
- b. emplacement du matériel dans la voie selon la configuration choisie par l'ASFC;
- c. exigences de câblage de la voie;
- d. exigences d'alimentation de la voie;
- e. emplacement physique du matériel, des afficheurs, des marques au sol, des bornes, des câbles, des conduites électriques, des boîtes de dérivation ainsi que des poteaux de fixation et de protection;
- f. accommodements spéciales concernant l'installation et l'intégration de la solution dans la voie.

6.5 Le composant de CAR de l'entrepreneur doit s'adapter aux nouvelles activités d'alignement de plateformes de l'ASFC, comme la modification du système d'exploitation ou de l'antivirus, dans les 12 mois suivant la demande de l'Agence.

6.6 L'entrepreneur doit effectuer des essais de régression sur les mises à jour importantes des logiciels d'exploitation qui pourraient être installées régulièrement durant la période de garantie ou le contrat d'entretien prolongé.

6.7 L'ASFC se réserve le droit d'installer ou de désinstaller la solution de l'entrepreneur, sans l'aide de ce dernier, pour obtenir la configuration requise.

7.0 NORMES DE RENDEMENT

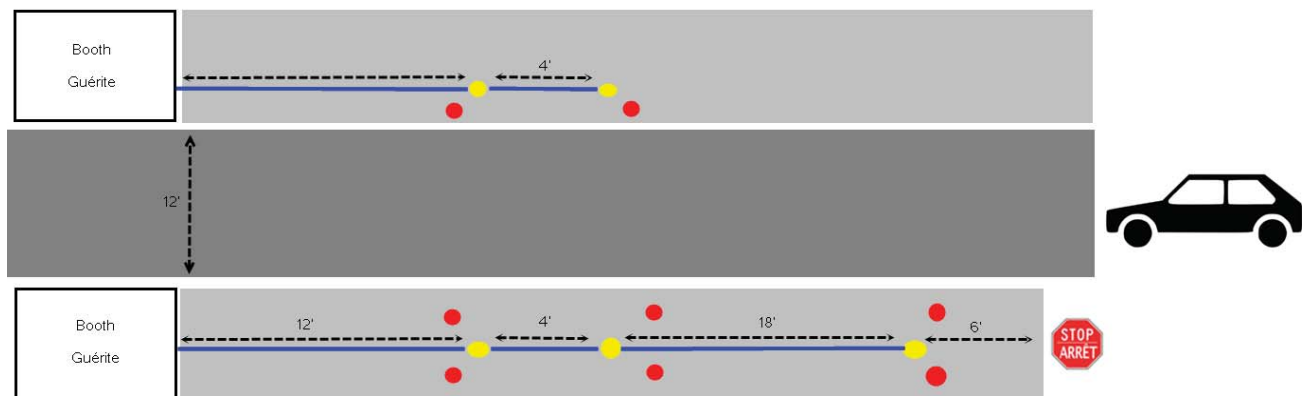
7.1 La solution de l'entrepreneur doit lire correctement au moins 98 % des plaques d'immatriculation lisibles délivrées par les administrations associées à chaque site, incluant les nouveaux styles, syntaxes et formats de plaque, pendant toute la durée du contrat. Si la solution ne respecte pas l'exigence minimale des 98 % pour l'un ou l'autre des sites, l'ASFC fournira à l'entrepreneur des images de plaques d'immatriculation pour qu'il étudie la façon de se conformer à l'exigence. Si les logiciels ou le matériel doivent être modifiés, l'entrepreneur doit développer ces modifications et les fournir à l'ASFC dans les 30 jours suivant la réception des images de plaques d'immatriculation. Le coût du développement des modifications et de leur transmission à l'ASFC doit être inclus dans les frais annuels de maintenance et de soutien.

7.2 À la demande de l'ASFC, l'entrepreneur doit pouvoir fournir de nouvelles administrations de délivrance de plaques pour un site spécifié. L'ASFC fournira à

l'entrepreneur des images de plaques d'immatriculation pour qu'il étudie la façon d'ajouter les administrations demandées à chaque site. L'entrepreneur doit développer et fournir à l'ASFC les logiciels et le matériel requis pour ajouter les nouvelles administrations de délivrance de plaques dans les 30 jours suivant la réception des images de plaques. Le coût du développement des modifications et de leur transmission à l'ASFC doit être inclus dans les frais annuels de maintenance et de soutien.

Appendice A – Infrastructure matérielle type d'une voie

Voici la configuration type d'une voie :



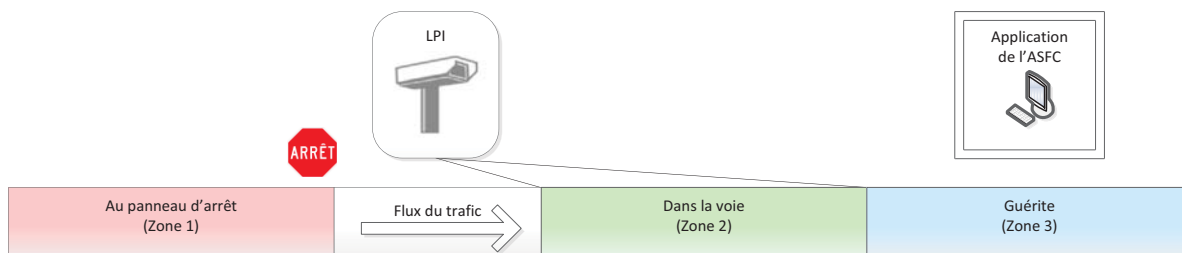
En général, une voie mesure environ 12 pieds de large et 40 pieds de long. Devant chaque guérîte de ligne d'inspection primaire se trouve un îlot en asphalte ou en béton contenant deux conduits de 0,75 pouce ou de 1 pouce. Un conduit comprend des câbles électriques catégorie 5e ou 6 et des câbles à basse tension. L'autre conduit comprend des câbles c.a. avec des jonctions les reliant aux poteaux représentés en jaune ci-dessus. La solution pourrait être installée sur ces poteaux jaunes. Les poteaux rouges servent à protéger le matériel installé sur les poteaux jaunes. Aucun câble électrique n'est relié aux poteaux rouges.

Appendice B – Configurations de voie

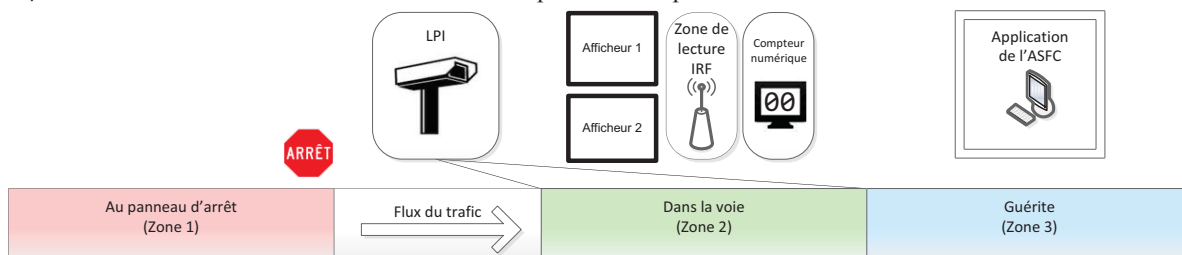
- 1) LPI seulement
- 2) LPI + 1 zone de lecture IRF dans la voie + 1 compteur numérique + 2 afficheurs
- 3) LPI + 1 zone de lecture IRF dans la voie + 1 zone de lecture IRF à la guérîte + 1 compteur numérique + 2 afficheurs
- 4) LPI + 1 zone de lecture IRF au panneau d'arrêt + 1 compteur numérique + 2 afficheurs
- 5) LPI + 1 zone de lecture IRF au panneau d'arrêt + 1 zone de lecture IRF à la guérîte + 1 compteur numérique + 2 afficheurs
- 6) 1 zone de lecture IRF dans la voie + 1 compteur numérique + 2 afficheurs

- 7) 1 zone de lecture IRF dans la voie + 1 zone de lecture IRF à la guérite + 1 compteur numérique + 2 afficheurs
- 8) 1 zone de lecture IRF au panneau d'arrêt + 1 compteur numérique + 2 afficheurs
- 9) 1 zone de lecture IRF au panneau d'arrêt + 1 zone de lecture IRF à la guérite + 1 compteur numérique + 2 afficheurs

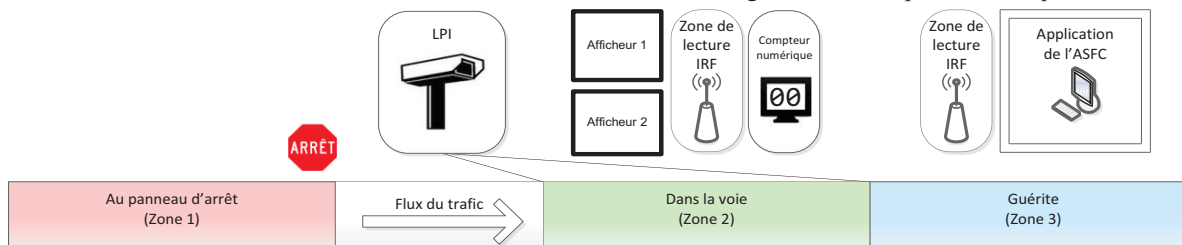
1) LPI seulement



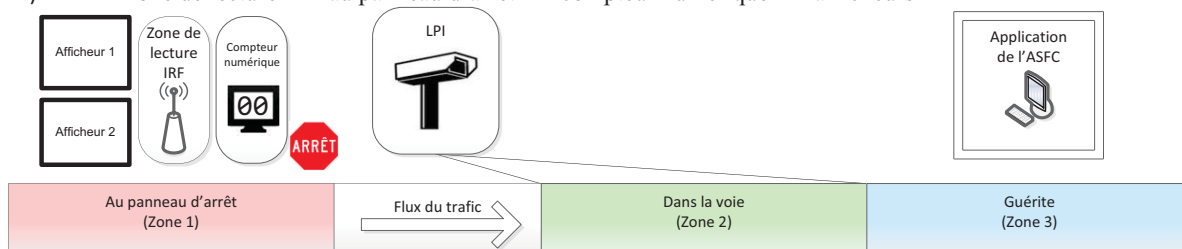
2) LPI + 1 zone de lecture IRF dans la voie + 1 compteur numérique + 2 afficheurs



3) LPI + 1 zone de lecture IRF dans la voie + 1 zone de lecture IRF à la guérite + 1 compteur numérique + 2 afficheurs



4) LPI + 1 zone de lecture IRF au panneau d'arrêt + 1 compteur numérique + 2 afficheurs

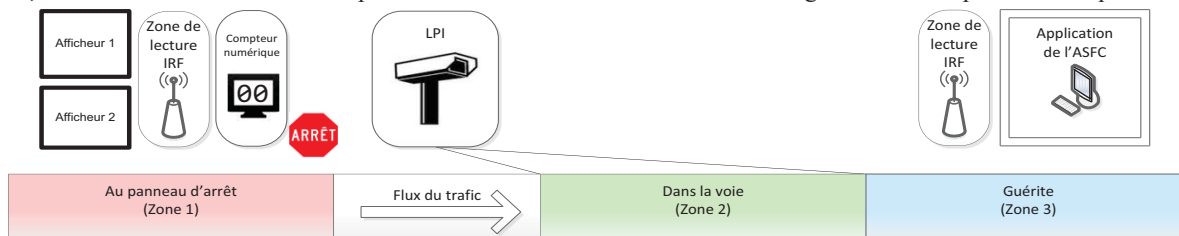


Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

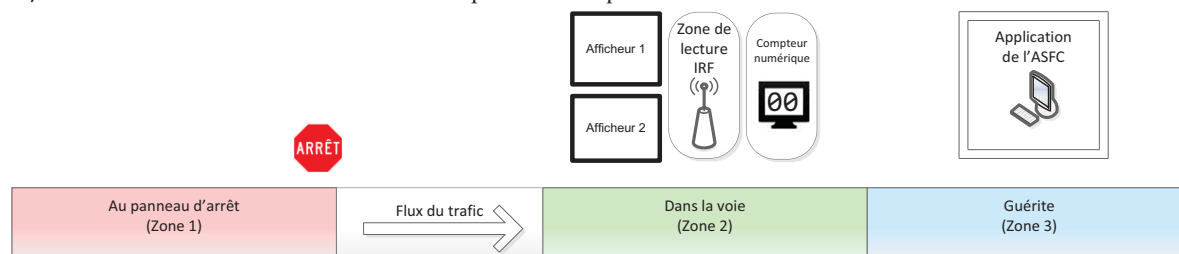
Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

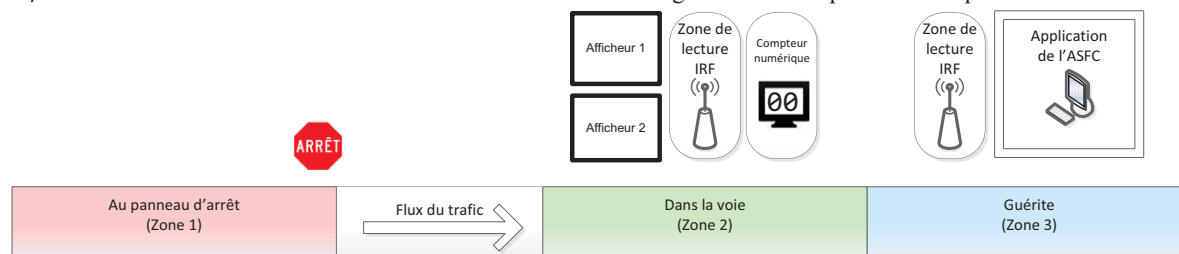
5) LPI + 1 zone de lecture IRF au panneau d'arrêt + 1 zone de lecture IRF à la guérite + 1 compteur numérique + 2 afficheurs



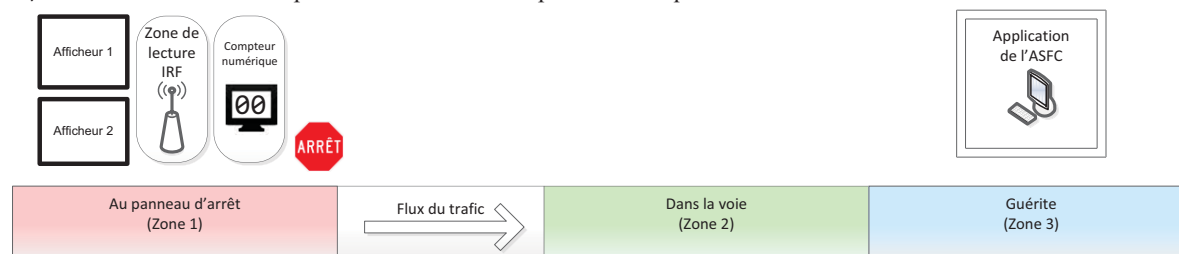
6) 1 zone de lecture IRF dans la voie + 1 compteur numérique + 2 afficheurs



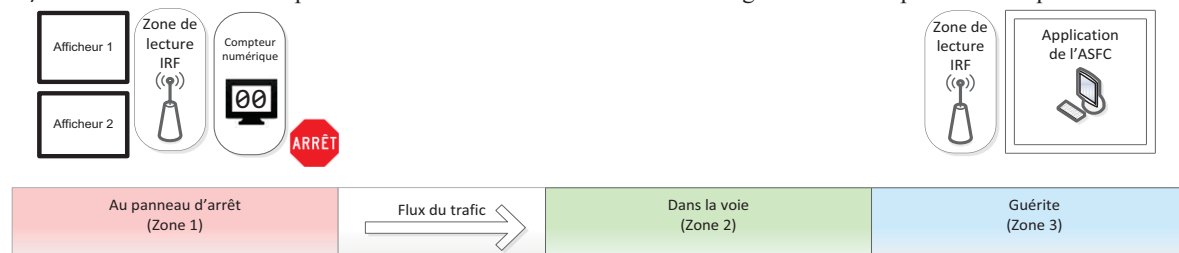
7) 1 zone de lecture IRF dans la voie + 1 zone de lecture IRF à la guérite + 1 compteur numérique + 2 afficheurs



8) 1 zone de lecture IRF au panneau d'arrêt + 1 compteur numérique + 2 afficheurs



9) 1 zone de lecture IRF au panneau d'arrêt + 1 zone de lecture IRF à la guérite + 1 compteur numérique + 2 afficheurs



Exigences pour chaque configuration :

Configurations	LPI	Zone 1 - Panneau d'arrêt				Zone 2 - Dans la voie				Zone 3 - À la guérite			
		IRF	Afficheur 1	Afficheur 2	Compteur numérique	IRF	Afficheur 1	Afficheur 2	Compteur numérique	IRF	Afficheur 1	Afficheur 2	Compteur numérique
1	X												
2	X					X	X	X	X				
3	X					X	X	X	X	X			
4	X	X	X	X	X								
5	X	X	X	X	X					X			
6						X	X	X	X				
7						X	X	X	X	X			
8		X	X	X	X								
9		X	X	X	X					X			

Appendice C – Infrastructure technique

Contexte

Présentement, l'Agence du revenu du Canada (ARC) et Services partagés Canada (SPC) fournissent des services d'infrastructure à l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC).

Environnement Windows « géré »

L'environnement informatique réparti (EIR) est une infrastructure client-serveur constituée de serveurs, d'ordinateurs de bureau et d'ordinateurs portables, tous à base Windows, dont les services d'annuaire « backend » sont assurés par Windows Active Directory (AD).

Des centaines de sites partout au Canada sont pris en charge par l'EIR. La taille de ces sites varie de deux utilisateurs à des centaines dans un seul édifice. La bande passante qu'ils utilisent varie également. Généralement, un site réparti comprend un serveur de fichiers et d'impression et possiblement un serveur Exchange. Les services Exchange seront entièrement centralisés d'ici 2015. La centralisation des services de fichiers et d'impression locaux est à l'étude. Les contrôleurs de domaine AD locaux ou centralisés facilitent les services d'annuaire dans l'environnement géré.

L'ASFC exploite également la plateforme de services de terminal (TSP) à l'aide de Citrix. Cette plateforme est constituée de serveurs centraux, situés dans la région de la capitale nationale (RCN), qui hébergent divers services et applications pour un groupe donné d'utilisateurs finaux. Ces services et applications comprennent des applications opérationnelles et des applications bureautiques comme MS Office, Outlook et Exchange ainsi qu'un logiciel d'émulation

d'ordinateur central (Attachmate) et des services de fichiers et d'impression de base, pour ne nommer que ceux-là. De plus, l'ARC utilise la virtualisation d'applications Softgrid pour améliorer l'accès à l'application et la gestion sur l'ensemble de la plateforme TSP.

Voici la liste des principaux logiciels Windows installés dans l'EIR de l'ASFC :

- MS Windows Server 2008;
- XenApp (Citrix);
- Windows 7 Enterprise SP1 32 bits (avec BitLocker);
- MS Office 2010;
- MS Exchange 2010;
- Entrust ESP 9.2;
- McAfee VirusScan Enterprise + AntiSpyware 8.8, Intrusion Prevention 8.0, Policy Auditor 6.0 géré par les services McAfee ePO;
- Tivoli Endpoint Manager pour le déploiement de logiciels, l'inventaire et le contrôle à distance;
- Microsoft WSUS pour les mises à jour de correctifs de plateforme.

La version de Java Runtime Environment (environnement d'exécution Java) installée sur tous les ordinateurs de bureau est version 1.6.0_18, qui sera mise à niveau à la version 1.7.

Le matériel sous-jacent pour l'environnement Windows est constitué de serveurs basés sur les architectures AMD et Intel qui utilisent la technologie multicœur et multiprocesseur. Les ordinateurs de bureau et les ordinateurs portables sont également basés sur les architectures AMD et Intel; ils utilisent des processeurs multicœurs et une mémoire à double canal. Pour le moment, l'ASFC offre uniquement une plateforme Windows 7 32 bits; elle examine cependant la possibilité d'une mise à niveau vers la version 64 bits.

La plateforme est considérée comme « gérée », car tous les postes de travail respectent les normes concernant les outils de sécurité standard et les correctifs mensuels de système d'exploitation. En outre, tous les appareils sont créés en tant qu'objets dans AD et sont assujettis aux politiques obligatoires relatives à la sécurité des appareils. Des politiques comme celles visant l'exécution des scripts identifiant, l'administration locale et l'accès en fonction des rôles sont attribuées à chaque appareil enregistré dans le domaine. Ces politiques peuvent être personnalisées pour respecter de nombreuses exigences de l'ASFC s'appliquant à des appareils précis. Il est également possible de personnaliser automatiquement le déploiement des logiciels essentiels et obligatoires grâce aux produits Tivoli.

La solution de l'entrepreneur doit respecter les spécifications techniques suivantes :

a) la solution doit interfacer avec l'application de l'ASFC au moyen d'une connexion TCP/IP établie par l'application de l'Agence;

b) la solution doit transmettre les messages de données en format XML et suivre le schéma de l'ASFC (voir l'appendice G, Schémas d'événement);

- c) la solution doit s'intégrer dans l'infrastructure réseau de l'ASFC sans nuire à la performance du réseau local au point d'entrée;
- d) la solution doit être compatible avec les câbles réseau catégorie 5e et 6;
- e) la solution ne doit nécessiter aucune connexion ni liaison avec l'infrastructure réseau de l'entrepreneur à partir de l'infrastructure réseau de l'ASFC;
- f) le matériel et les logiciels fournis par l'entrepreneur doivent tous pouvoir fonctionner dans un environnement réseau IPv4 et IPv6 et doivent avoir la capacité de passer de IPv4 à IPv6 sans intervention de la part de l'entrepreneur;
- g) le composant de CAR doit être compatible avec des logiciels de distribution de logiciels, tel que Tivoli, qui présentement utilisé à l'ASFC;
- h) le composant de CAR doit s'intégrer aux services d'identification, d'authentification et d'autorisation fournis par l'infrastructure réseau de l'ASFC (voir l'appendice C, Infrastructure technique).

Appendice D – Options de mise en œuvre

Option 1 – installation de la solution après la collecte de données sur la voie

(Voie non conçue pour recevoir le matériel)

- a. Après avoir reçu une demande écrite de l'ASFC, l'entrepreneur doit, dans les sept jours ouvrables qui suivent, recueillir sur place les données nécessaires à la création d'un plan de voie.
- b. D'après les données recueillies pendant la visite sur place, l'entrepreneur doit remettre au chargé de projet de l'ASFC deux copies du plan de voie en format PDF et DWG à l'intérieur de 10 jours ouvrables. Le plan de voie doit inclure les données suivantes :
 - 1. liste du matériel de la voie, y compris les boîtiers;
 - 2. choix de l'emplacement du matériel dans la voie;
 - 3. exigences de câblage de la voie;
 - 4. exigences d'alimentation de la voie;
 - 5. emplacement physique du matériel, des afficheurs, des marques au sol, des bornes, des câbles, des conduites électriques, des boîtes de dérivation ainsi que des poteaux de fixation et de protection;
 - 6. contraintes ou accommodations spéciales concernant l'installation et l'intégration de la solution dans la voie.
- c. L'ASFC examinera le plan de voie et communiquera à l'entrepreneur une liste des modifications demandées, s'il y a lieu, à l'intérieur de cinq jours ouvrables.

- d. L'entrepreneur doit intégrer les modifications à son plan et soumettre une version révisée au chargé de projet de l'ASFC dans les cinq jours ouvrables suivant la réception de la liste des modifications.
- e. L'ASFC approuvera le plan de voie et fournira à l'entrepreneur une confirmation écrite de cette approbation.
- f. L'ASFC entreprendra les travaux de construction nécessaires dans la voie.
- g. Une fois les travaux de construction terminés par l'ASFC, l'entrepreneur doit installer et intégrer la solution telle qu'elle est décrite dans le contrat dans les 10 jours ouvrables suivant la réception d'un avis de l'ASFC l'informant que les travaux sont terminés. **Le délai imparti pour l'installation doit respecter les délais établis à la section 2.2.6 du présent énoncé des travaux.**

Remarque : Tous les plans de voie créés dans le cadre du contrat sont la propriété de l'ASFC, qui peut s'en servir comme bon lui semble.

Option 2 – installation de la solution après vérification de la voie

(Voie conçue pour recevoir le matériel; état de préparation à confirmer avant l'installation)

- a. Après avoir reçu une demande écrite de l'ASFC, l'entrepreneur doit procéder à une vérification sur place de la voie dans les sept jours ouvrables afin de confirmer que la solution peut être installée dans la voie.
- b. Si d'autres tâches sont requises avant l'installation, l'entrepreneur doit les énumérer et les décrire par écrit, puis remettre une copie papier de la liste à l'ASFC dans les cinq jours civils suivant la vérification de la voie.
- c. Après avoir examiné la liste, l'ASFC peut décider de s'entretenir avec l'entrepreneur par téléconférence. L'ASFC communiquera alors avec l'entrepreneur pour convenir de la date et de l'heure de la téléconférence. Si une téléconférence est convoquée, l'entrepreneur doit y participer afin de discuter des tâches avec l'ASFC.
- d. L'ASFC exécutera les tâches demandées.
- e. Dans les 10 jours ouvrables suivant la réception de la part de l'ASFC d'une confirmation écrite de l'état de préparation de la voie, l'entrepreneur doit installer et intégrer la solution telle qu'elle est décrite dans le contrat.

Option 3 – installation de la solution d'après le plan de voie fondé sur les dessins d'architecture fournis par l'ASFC

- a. Dans les 10 jours ouvrables suivant la réception d'une demande écrite de l'ASFC, l'entrepreneur doit créer un plan de voie selon les dessins d'architecture et d'électricité fournis par l'ASFC.

Le plan de voie doit inclure les données suivantes :

1. liste du matériel de la voie, y compris les boîtiers;
 2. choix de l'emplacement du matériel dans la voie;
 3. exigences de câblage de la voie;
 4. exigences d'alimentation de la voie;
 5. emplacement physique du matériel, des afficheurs, des marques au sol, des bornes, des câbles, des conduites électriques, des boîtes de dérivation ainsi que des poteaux de fixation et de protection;
 6. contraintes ou accommodations spéciales concernant l'installation et l'intégration de la solution dans la voie.
- b. L'ASFC examinera le plan de voie et communiquera à l'entrepreneur une liste des modifications demandées, s'il y a lieu, à l'intérieur de cinq jours ouvrables.
- c. L'entrepreneur doit intégrer les modifications à son plan et soumettre une version révisée à l'ASFC dans les cinq jours ouvrables suivant la réception de la liste des modifications.
- d. L'ASFC approuvera le plan de voie et fournira à l'entrepreneur une confirmation écrite de cette approbation.
- e. L'ASFC construira la voie.
- f. Dans les 10 jours ouvrables suivant la réception de la part de l'ASFC d'une confirmation écrite de l'état de préparation de la voie, l'entrepreneur doit installer et intégrer la solution telle qu'elle est décrite dans le contrat. **Le délai imparti pour l'installation doit respecter les délais établis à la section 2.2.6 du présent énoncé des travaux.**

Remarque : Tous les plans de voie créés dans le cadre du contrat sont la propriété de l'ASFC, qui peut s'en servir comme bon lui semble.

Option 4 – désinstallation de la solution

- a. Dans les 10 jours ouvrables suivant la réception d'une demande écrite de l'ASFC, l'entrepreneur doit désinstaller la solution. La demande écrite décrira exactement ce que l'entrepreneur doit faire, par exemple :
- retirer tous les composants de LPI, d'IRF et de CAR;
 - retirer UNIQUEMENT les composants de LPI;
 - retirer UNIQUEMENT les composants d'IRF;
 - retirer les composants de CAR (uniquement lorsqu'il n'y a aucun composant de LPI et d'IRF).
- b. Si la désinstallation consiste à retirer une partie de la solution seulement (uniquement les composants d'IRF ou uniquement les composant de LPI), les autres composants munis d'une fonction de CAR doivent rester opérationnels.

- c. L'ASFC peut utiliser le matériel désinstallé comme pièces de rechange ou réinstaller le matériel plus tard s'il doit être déployé de nouveau.
- d. Le matériel désinstallé doit être emballé en vue d'être expédié par l'entrepreneur.
- e. L'ASFC assumera les coûts relatifs à l'entreposage et à l'expédition du matériel désinstallé.

Option 5 – désinstallation et réinstallation de la solution en une seule intervention

- a. Dans les 10 jours ouvrables suivant la réception d'une demande écrite de l'ASFC, l'entrepreneur doit désinstaller puis réinstaller la solution au cours de la même intervention. La demande écrite décrira exactement ce que l'entrepreneur doit faire, par exemple :
 - retirer tous les composants de LPI, d'IRF et de CAR;
 - retirer UNIQUEMENT les composants de LPI;
 - retirer UNIQUEMENT les composants d'IRF;
 - retirer les composants de CAR (uniquement lorsqu'il n'y a aucun composant de LPI et d'IRF).
- b. Si la désinstallation consiste à retirer une partie de la solution seulement (uniquement les composants d'IRF ou uniquement les composants de LPI), les autres composants munis d'une fonction de CAR doivent rester opérationnels.
- c. À la demande de l'ASFC, l'entrepreneur doit réinstaller le matériel immédiatement après l'avoir désinstallé (au cours de la même intervention), au même point d'entrée ou à un point d'entrée à proximité.
- d. L'entrepreneur doit emballer le matériel désinstallé en vue de l'expédier.
- e. L'ASFC assumera les coûts relatifs à l'expédition du matériel désinstallé.

Option 6 – réinstallation de la solution

- a. Dans les 10 jours ouvrables suivant la réception d'une demande écrite de l'ASFC, l'entrepreneur doit réinstaller la solution. La demande écrite décrira exactement ce que l'entrepreneur doit faire, par exemple :
 - réinstaller tous les composants (LPI, IRF et CAR) dans une voie;
 - réinstaller UNIQUEMENT les composants de LPI;

- réinstaller UNIQUEMENT les composants d'IRF;
- réinstaller les composants de CAR (si le CAR n'est pas présent);
- réinstaller le matériel désinstallé à une date antérieure ou installer le matériel à partir de pièces de rechange.

Option 7 – installation de la solution en laboratoire

Chaque laboratoire de l'ASFC présente des contraintes particulières, ainsi que des limitation en ce qui est de l'espace.

Critère (en guise de référence) : L'entrepreneur doit fournir une solution qui mesure tout au plus 5 pieds de large, 5 pieds de long et 10 pieds de haut pour pouvoir être installée dans un espace clos intérieur comme un laboratoire.

- a. L'ASFC fournira à l'entrepreneur des images de l'environnement en question et d'autres renseignements sur les dimensions, en plus de lui demander par écrit de l'aide pour installer la solution en laboratoire.
- b. D'après les images et les dimensions fournies par l'ASFC, l'entrepreneur doit, dans les cinq jours ouvrables suivant la réception de la demande, soumettre à l'Agence une proposition écrite décrivant les types de ressource nécessaires, le temps qu'il faudra pour exécuter les travaux, le coût estimatif et toute question concernant l'exécution des travaux.
- c. L'ASFC examinera la proposition et communiquera à l'entrepreneur une liste des modifications demandées, s'il y a lieu.
- d. L'entrepreneur doit intégrer les modifications à sa proposition et soumettre une version révisée à l'ASFC dans les cinq jours ouvrables suivant la réception de la liste des modifications.
- e. Dans les 10 jours ouvrables suivant la réception d'un avis de l'ASFC l'informant qu'il peut entreprendre les travaux, l'entrepreneur doit installer et intégrer la solution telle qu'elle est décrite dans la proposition finale.

(Fin de la page)

Appendice E – Styles de plaque associés à des sites précis

L'ASFC confirmera les plaques d'immatriculation les plus fréquentes à chacun des sites ci-dessous 30 jours avant l'installation.

Code	Nom du site	Région	Prov.	N ^{bre} de LPI	Plaques courantes	N ^{bre} d'IRF
2120	Woodstock	Atlantique	NB	2	NB, QC, NS, MA, ME	
2130	Edmundston	Atlantique	NB	2	NB, QC, NS, ME	
2140	Andover	Atlantique	NB	1	NB, QC, NS, ME	
2110	St. Stephen (Ferry Point)	Atlantique	NB	3	NB, QC, NS, ME, ON, NH	
2114	St. Stephen (3 ^e pont)	Atlantique	NB	3	NB, QC, NS, ME ON, MA, NH	
2300	Milltown	Atlantique	NB	1	NB, QC, NS, ME	
3141	Stanstead (autoroute 55)	Québec	QC	4	QC, ON, VT, NH, MA, CT, ME, NY, NJ	
3281	Saint-Armand	Québec	QC	4	QC, ON, VT, NH, MA, CT, ME, NY, NJ	
3513	Lacolle (autoroute 15)	Québec	QC	7	QC, ON, VT, NH, MA, CT, ME, NY, NJ	2
8132	Pacific Highway	Pacifique	BC	9	AB, BC, CA, OR, WA	2
8135	Douglas	Pacifique	BC	7	AB, BC, CA, OR, WA	2
8150	Boundary Bay	Pacifique	BC	2	BC, CA, WA	

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

8173	Huntingdon	Pacifique	BC	5	BC, CA, OR, WA	
8174	Aldergrove	Pacifique	BC	3	BC, CA, WA	
8020	Roosville	Pacifique	BC	2	AB, BC, CA, MT, UT, ID, WA	
8182	Kingsgate	Pacifique	BC	2	AB, BC, CA, MT, OR, UT, ID, WA	
8191	Osoyoos	Pacifique	BC	3	BC, CA, OR, WA	
6021	North Portal	Prairies	SK	1	SK, AB, ON, ND, MN, MT	
7050	Coutts	Prairies	AB	3	AB, BC, SK, MT, UT, ID	
5021	Emerson	Prairies	MB	4	AB, MB, ON, ND, SD, MN	2
4390	Prescott	Nord de l'Ontario	ON	3	ON, QC, MI, NY, PA	
4560	Lansdowne	Nord de l'Ontario	ON	7	ON, FL, QC, MI, NY, PA	
4410	Sault Ste. Marie	Nord de l'Ontario	ON	4	ON, QC, MI, NY, PA, OH, IL	
4751	Pigeon River	Nord de l'Ontario	ON	3	MB, ON, MN, WI	
4090	Cornwall	Nord de l'Ontario	ON	5	ON, QC, MI, NY, PA	2
4780	Fort Frances	Nord de l'Ontario	ON	3	MB, ON, IL, IO, MN, ND, WI	

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

4880	Rainy River	Nord de l'Ontario	ON	1	MB, ON, MN, WI	
4401	Pont Blue Water	Sud de l'Ontario	ON	9	ON, QC, MI, NY, PA, OH, IL	2
4531	Pont Ambassador	Sud de l'Ontario	ON	13	ON, QC, MI, NY, PA, OH, IL	2
4521	Tunnel de Windsor	Sud de l'Ontario	ON	6	ON, QC, MI, NY, PA, OH, IL	2
4101	Fort Erie – pont Peace	Sud de l'Ontario	ON	12	ON, QC, MI, NY, PA, OH	2
4272	Pont Rainbow	Sud de l'Ontario	ON	15	ON, CT, FL, QC, MA, MI, NJ, NY, PA, OH	2
4273	Pont Queenston	Sud de l'Ontario	ON	11	ON, QC, MA, MI, NJ, NY, PA, OH	2
1033	Centre de formation de Rigaud	RCN	ON	2	QC, ON, VT	2
1033/1054	Laboratoire du chemin Tremblay	RCN	ON	1	BC, WA, ON, QC	1
1033/1054	Laboratoire du pont Billings	RCN	ON	1	BC, WA, ON, QC	1
1033/1054	Laboratoire du chemin Fitzgerald	RCN	ON	1	BC, WA, ON, QC	1
1033/1054	Laboratoire scientifique de l'IST (chemin Colonnade)	RCN	ON	0	BC, WA, ON, QC	1
TOTAL				165		28

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Répartition des 165 voies de LPI

160 voies existantes
5 voies de laboratoire ou d'essai

Répartition des 28 voies d'IRF

22 voies existantes
6 voies de laboratoire ou d'essai

Appendice F – Intentionnellement laissé vide

Appendice G – Schémas d'événement

CBSAMetadata.xsd

```
<?xml version="1.0" encoding="UTF-8"?>

<xs:schema xmlns:xs="http://www.w3.org/2001/XMLSchema"
elementFormDefault="qualified" attributeFormDefault="unqualified">

  <!-- standard CBSA metadata information -->

  <xs:complexType name="vendorInfo">

    <xs:sequence>

      <xs:element name="name" type="xs:string"/>

      <xs:element name="version" type="xs:string"/>

    </xs:sequence>

  </xs:complexType>

  <xs:complexType name="siteInfo">
```

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

```
<xs:sequence>

  <xs:element name="siteCode" type="xs:string"/>

  <xs:element name="laneNum" type="xs:string"/>

</xs:sequence>

</xs:complexType>

<xs:simpleType name="deviceType">

  <xs:restriction base="xs:string">

    <xs:enumeration value="LPR"/>

    <xs:enumeration value="RFID1"/>

    <xs:enumeration value="RFID2"/>

  </xs:restriction>

</xs:simpleType>

<xs:simpleType name="zoneType">

  <xs:restriction base="xs:string">

    <xs:enumeration value="zone1"/>

    <xs:enumeration value="zone2"/>

    <xs:enumeration value="zone3"/>

  </xs:restriction>

</xs:simpleType>

<xs:element name="CBSAMetadata">

  <xs:complexType>

    <xs:sequence>

      <xs:element name="timestamp" type="xs:dateTime"/>

      <xs:element name="vendor" type="vendorInfo"/>
```

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

```
<xs:element name="site" type="siteInfo"/>
```

```
<xs:element name="device" type="deviceType"/>
```

```
<xs:element name="zone" type="zoneType"/>
```

```
</xs:sequence>
```

```
</xs:complexType>
```

```
</xs:element>
```

```
</xs:schema>
```

CBSARequestStatus.xsd

```
<?xml version="1.0" encoding="UTF-8"?>
```

```
<xs:schema xmlns:xs="http://www.w3.org/2001/XMLSchema"  
elementFormDefault="qualified" attributeFormDefault="unqualified">
```

```
<!-- XSD for CBSA app to request the status of the specified device. A  
CBSAResponseStatus.xml will be returned from the vendor -->
```

```
<xs:simpleType name="deviceType">
```

```
<xs:restriction base="xs:string">
```

```
<xs:enumeration value="LPR"/>
```

```
<xs:enumeration value="RFID1"/>
```

```
<xs:enumeration value="RFID2"/>
```

```
</xs:restriction>
```

```
</xs:simpleType>
```

```
<xs:element name="CBSARequestStatus">
```

```
<xs:complexType>
```

```
<xs:sequence>
```

```
<xs:element name="timestamp" type="xs:dateTime"/>
```

```
<xs:element name="device" type="deviceType"/>
```

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

</xs:sequence>

</xs:complexType>

</xs:element>

</xs:schema>

CBSAResponseLPR.xsd

<?xml version="1.0" encoding="UTF-8"?>

<xs:schema xmlns:xs="http://www.w3.org/2001/XMLSchema"
elementFormDefault="qualified" attributeFormDefault="unqualified">

<xs:include schemaLocation="CBSAMetadata.xsd"/>

<!-- type definitions -->

<xs:simpleType name="provStateInfo">

<xs:restriction base="xs:string">

<xs:pattern value="[A-Z][A-Z]"/>

</xs:restriction>

</xs:simpleType>

<xs:complexType name="plateInfo">

<xs:sequence>

<xs:element name="provState" type="provStateInfo"/>

<xs:element name="plateText" type="xs:string"/>

</xs:sequence>

</xs:complexType>

<xs:complexType name="imageInfo">

<xs:sequence>

<xs:element name="plateFileName" type="xs:string"/>

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

```
<xs:element name="plateImage" type="xs:base64Binary"/>
```

```
</xs:sequence>
```

```
</xs:complexType>
```

<!-- At minimum the Contracting Solution must meet the following event types, additional pertinent event type are permitted -->

```
<xs:simpleType name="eventInfo">
```

```
<xs:restriction base="xs:string">
```

```
<xs:enumeration value="PlateRead"/>
```

```
<xs:enumeration value="NoPlateRead"/>
```

```
<xs:enumeration value="NoPlateFound"/>
```

```
<xs:enumeration value="PlateImage"/>
```

```
</xs:restriction>
```

```
</xs:simpleType>
```

<!-- lpr definition -->

```
<xs:element name="CBSAResponseLPR">
```

```
<xs:complexType>
```

```
<xs:sequence>
```

```
<xs:element ref="CBSAMetadata"/>
```

```
<xs:element name="tranId" type="xs:string"/>
```

```
<xs:element name="event" type="eventInfo"/>
```

```
<xs:element name="plate" type="plateInfo" minOccurs="0"/>
```

```
<xs:element name="image" type="imageInfo" minOccurs="0"/>
```

```
</xs:sequence>
```

```
</xs:complexType>
```

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

</xs:element>

</xs:schema>

CBSAResponseRFID.xsd

<?xml version="1.0" encoding="UTF-8"?>

<xs:schema xmlns:xs="http://www.w3.org/2001/XMLSchema"
elementFormDefault="qualified" attributeFormDefault="unqualified">

<xs:include schemaLocation="CBSAMetadata.xsd"/>

<!-- At minimum the Contracting Solution must meet the following event types, additional
pertinent event type are permitted -->

<xs:simpleType name="eventInfo">

<xs:restriction base="xs:string">

<xs:enumeration value="StartRead"/>

<xs:enumeration value="TagRead"/>

<xs:enumeration value="EndRead"/>

</xs:restriction>

</xs:simpleType>

<!-- rfid definition -->

<xs:element name="CBSAResponseRFID">

<xs:complexType>

<xs:sequence>

<xs:element ref="CBSAMetadata"/>

<xs:element name="tranId" type="xs:string"/>

<xs:element name="event" type="eventInfo"/>

<xs:element name="tag" type="xs:string" minOccurs="0"/>

</xs:sequence>

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

</xs:complexType>

</xs:element>

</xs:schema>

CBSAResponseStatus.xsd

<?xml version="1.0" encoding="UTF-8"?>

<xs:schema xmlns:xs="http://www.w3.org/2001/XMLSchema"
elementFormDefault="qualified" attributeFormDefault="unqualified">

<xs:include schemaLocation="CBSAMetadata.xsd"/>

<!-- type definitions -->

<xs:complexType name="statusInfo">

<xs:sequence>

<xs:element name="statusCode">

<xs:simpleType>

<xs:restriction base="xs:integer">

<xs:enumeration value="0"/>

<xs:enumeration value="-1"/>

</xs:restriction>

</xs:simpleType>

</xs:element>

<xs:element name="statusType">

<xs:simpleType>

<xs:restriction base="xs:string">

<xs:enumeration value="OK"/>

<xs:enumeration value="Error"/>

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

```
</xs:restriction>

</xs:simpleType>

</xs:element>

</xs:sequence>

</xs:complexType>

<xs:complexType name="errorInfo">

  <xs:sequence>

    <xs:element name="errorCode" type="xs:integer"/>

    <xs:element name="errorDesc" type="xs:string"/>

  </xs:sequence>

</xs:complexType>

<!-- error definition -->

<xs:element name="CBSAResponseStatus">

  <xs:complexType>

    <xs:sequence>

      <xs:element ref="CBSAMetadata"/>

      <xs:element name="status" type="statusInfo"/>

      <xs:element name="error" type="errorInfo" minOccurs="0"/>

    </xs:sequence>

  </xs:complexType>

</xs:element>

</xs:schema>
```

Example XML Outputs

Example XML – LPRPlateReadExample.xml

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

```
<?xml version="1.0" encoding="utf-8"?>

<CBSAResponseLPR>

  <CBSAMetadata>

    <timestamp>2013-12-13T12:12:12</timestamp>

    <vendor>

      <name>Vendor</name>

      <version>v12</version>

    </vendor>

    <site>

      <siteCode>123</siteCode>

      <laneNum>1</laneNum>

    </site>

    <device>LPR</device>

    <zone>zone2</zone>

  </CBSAMetadata>

  <tranId>tranId1234</tranId>

  <event>PlateImage</event>

  <plate>

    <provState>ON</provState>

    <plateText>ABCD123</plateText>

  </plate>

</CBSAResponseLPR>
```

Example XML – LPRPlateImageExample.xml

```
<?xml version="1.0" encoding="utf-8"?>
```

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

<CBSAResponseLPR>

<CBSAMetadata>

<timestamp>2013-12-13T12:12:12</timestamp>

<vendor>

<name>Vendor</name>

<version>v12</version>

</vendor>

<site>

<siteCode>123</siteCode>

<laneNum>1</laneNum>

</site>

<device>LPR</device>

<zone>zone2</zone>

</CBSAMetadata>

<tranId>tranId1234</tranId>

<event>PlateImage</event>

<image>

<plateFileName>ON_ABCD123tranId1234.jpg</plateFileName>

<plateImage>AAAAZg==</plateImage>

</image>

</CBSAResponseLPR>

Example XML – LPRNoPlateFoundExample.xml

<?xml version="1.0" encoding="utf-8"?>

<CBSAResponseLPR>

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

```
<CBSAMetadata>

  <timestamp>2013-12-13T12:12:12</timestamp>

  <vendor>

    <name>Vendor</name>

    <version>v12</version>

  </vendor>

  <site>

    <siteCode>123</siteCode>

    <laneNum>1</laneNum>

  </site>

  <device>LPR</device>

  <zone>zone2</zone>

</CBSAMetadata>

<tranId>tranId1234</tranId>

<event>NoPlateFound</event>

</CBSAResponseLPR>
```

Example XML – LPRNoPlateReadExample.xml

```
<?xml version="1.0" encoding="utf-8"?>

<CBSAResponseLPR>

  <CBSAMetadata>

    <timestamp>2013-12-13T12:12:12</timestamp>

    <vendor>

      <name>Vendor</name>

      <version>v12</version>
```

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

```
</vendor>

<site>

  <siteCode>123</siteCode>

  <laneNum>1</laneNum>

</site>

<device>LPR</device>

<zone>zone2</zone>

</CBSAMetadata>

<tranId>tranId1234</tranId>

<event>NoPlateRead</event>

</CBSAResponseLPR>
```

Example XML – RFIDStartReadExample.xml

```
<?xml version="1.0" encoding="utf-8"?>

<CBSAResponseRFID>

  <CBSAMetadata>

    <timestamp>2013-12-13T12:12:12</timestamp>

    <vendor>

      <name>Vendor</name>

      <version>v12</version>

    </vendor>

    <site>

      <siteCode>123</siteCode>

      <laneNum>1</laneNum>

    </site>
```

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

```
<device>RFID1</device>

<zone>zone2</zone>

</CBSAMetadata>

<tranId>tranId1234</tranId>

<event>StartRead</event>

</CBSAResponseRFID>
```

Example XML – RFIDTagReadExample.xml

```
<?xml version="1.0" encoding="utf-8"?>

<CBSAResponseRFID>

  <CBSAMetadata>

    <timestamp>2013-12-13T12:12:12</timestamp>

    <vendor>

      <name>Vendor</name>

      <version>v12</version>

    </vendor>

    <site>

      <siteCode>123</siteCode>

      <laneNum>1</laneNum>

    </site>

    <device>RFID1</device>

    <zone>zone2</zone>

  </CBSAMetadata>

  <tranId>tranId1234</tranId>

  <event>TagRead</event>
```

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

<tag>tag1234567890</tag>

</CBSAResponseRFID>

Example XML – RFIDEndReadExample.xml

<?xml version="1.0" encoding="utf-8"?>

<CBSAResponseRFID>

<CBSAMetadata>

<timestamp>2013-12-13T12:12:12</timestamp>

<vendor>

<name>Vendor</name>

<version>v12</version>

</vendor>

<site>

<siteCode>123</siteCode>

<laneNum>1</laneNum>

</site>

<device>RFID1</device>

<zone>zone2</zone>

</CBSAMetadata>

<tranId>tranId1234</tranId>

<event>EndRead</event>

</CBSAResponseRFID>

Example XML – CBSARequestStatusExample.xml

<?xml version="1.0" encoding="utf-8"?>

<CBSARequestStatus>

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

<timestamp>2012-12-13T12:12:12</timestamp>

<device>LPR</device>

</CBSARequestStatus>

Example XML – LPROKExample.xml

<?xml version="1.0" encoding="utf-8"?>

<CBSAResponseStatus>

<CBSAMetadata>

<timestamp>2013-12-13T12:12:12</timestamp>

<vendor>

<name>Vendor</name>

<version>v12</version>

</vendor>

<site>

<siteCode>123</siteCode>

<laneNum>1</laneNum>

</site>

<device>LPR</device>

<zone>zone2</zone>

</CBSAMetadata>

<status>

<statusCode>0</statusCode>

<statusType>OK</statusType>

</status>

</CBSAResponseStatus>

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Example XML – LPRErrorExample.xml

```
<?xml version="1.0" encoding="utf-8"?>

<CBSAResponseStatus>

  <CBSAMetadata>

    <timestamp>2013-12-13T12:12:12</timestamp>

    <vendor>

      <name>Vendor</name>

      <version>v12</version>

    </vendor>

    <site>

      <siteCode>123</siteCode>

      <laneNum>1</laneNum>

    </site>

    <device>LPR</device>

    <zone>zone2</zone>

  </CBSAMetadata>

  <status>

    <statusCode>-1</statusCode>

    <statusType>Error</statusType>

  </status>

  <error>

    <errorCode>999</errorCode>

    <errorDesc>Hardware Failure</errorDesc>
```


Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

</error>

</CBSAResponseStatus>

Example XML – RFIDOKExample.xml

<?xml version="1.0" encoding="utf-8"?>

<CBSAResponseStatus>

<CBSAMetadata>

<timestamp>2013-12-13T12:12:12</timestamp>

<vendor>

<name>Vendor</name>

<version>v12</version>

</vendor>

<site>

<siteCode>123</siteCode>

<laneNum>1</laneNum>

</site>

<device>RFID1</device>

<zone>zone2</zone>

</CBSAMetadata>

<status>

<statusCode>0</statusCode>

<statusType>OK</statusType>

</status>

</CBSAResponseStatus>

Example XML – RFIDErrorExample.xml

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

```
<?xml version="1.0" encoding="utf-8"?>

<CBSAResponseStatus>

  <CBSAMetadata>

    <timestamp>2013-12-13T12:12:12</timestamp>

    <vendor>

      <name>Vendor</name>

      <version>v12</version>

    </vendor>

    <site>

      <siteCode>123</siteCode>

      <laneNum>1</laneNum>

    </site>

    <device>RFID1</device>

    <zone>zone2</zone>

  </CBSAMetadata>

  <status>

    <statusCode>-1</statusCode>

    <statusType>Error</statusType>

  </status>

  <error>

    <errorCode>888</errorCode>

    <errorDesc>Communication Failure</errorDesc>

  </error>

</CBSAResponseStatus>
```

Appendice H – Glossaire et définitions

- **Voie commerciale** : Voie qui sert aux opérations commerciales et au traitement du trafic commercial (transporteurs commerciaux qui font entrer des marchandises au Canada).
- **Moyen de transport** : Véhicule ou autre moyen servant au transport de personnes ou de marchandises.
- **Voie de ligne d'inspection primaire intégrée** : Voie pour passagers servant habituellement à faire passer à la frontière des voyageurs ordinaires qui présentent divers documents de voyage.
- **Fonctions de contrôle d'accès au réseau (CAR)** : Méthode de sécurisation de réseaux informatiques qui essaie d'harmoniser la technologie de sécurité aux points terminaux (comme les antivirus, la prévention d'intrusion dans l'hôte et l'évaluation des vulnérabilités), l'authentification des utilisateurs ou des systèmes et l'application de la sécurité réseau.
- **Carte NEXUS** : Carte d'IRF utilisée dans les voies NEXUS, réservées aux véhicules dont tous les occupants sont membres du programme NEXUS pour les voyageurs dignes de confiance. Les voies NEXUS sont équipées de lecteurs d'IRF intégrés.
- **No Plate Read (Plaque non lue)** : Message informant que la plaque est détectée, mais que le processus de ROC est incapable de lire l'information qu'elle contient.
- **No Plate Found (Plaque introuvable)** : Message informant que la plaque ne peut pas être détectée, car elle est cachée, sale, endommagée ou simplement absente.
- **Plaque cachée** : Plaque entièrement ou partiellement cachée par un élément externe qui l'empêche d'être clairement identifiée par le LPI (p. ex. attelage de remorque, véhicule qui bloque la vue).
- **Plaque couverte** : Plaque entièrement ou partiellement cachée par un élément sur sa surface même qui l'empêche d'être clairement identifiée par le LPI (p. ex. neige, sel, saleté).
- **Voie pour passagers** : Voie servant habituellement à faire passer à la frontière des voyageurs ordinaires qui présentent divers documents de voyage, y compris des documents munis d'une puce d'IRF.
- **Voiture de tourisme** : Véhicule pouvant être conduit sur la route autrement que par la seule force musculaire. Cette définition inclut les automobiles, les fourgonnettes de tourisme, les camionnettes, les véhicules utilitaires sport et les motocyclettes.

- **Lecteur d'identification par radiofréquence (lecteur d'IRF) :** Émetteur-récepteur qui lit le contenu des étiquettes d'IRF à proximité. L'étiquette d'IRF reçoit le signal d'interrogation du lecteur et y répond.
- **Carte d'identification par radiofréquence (carte d'IRF) :** Carte de membre, aussi appelée « carte à puce », alimentée par une pile interne au lithium. Cette carte fonctionne à une portée de 500 pieds et est souvent utilisée lorsque la lecture se fait à l'intérieur d'un moyen de transport s'approchant de la ligne d'inspection primaire.
- **Plaque lisible :** Une plaque est considérée comme « lisible » lorsqu'elle n'est ni cachée, ni sale, ni endommagée. Les plaques personnalisées ne sont pas considérées comme « lisibles ».
- **Collecte de données sur la voie :** Évaluation sur place d'une voie d'inspection matérielle de l'ASFC, réalisée par l'entrepreneur pour recueillir de l'information sur la conception ou des estimations de nature géométrique (pour déterminer avec précision la position et l'emplacement du matériel, les points d'accès, la position et l'emplacement des obstacles potentiels, etc.), ainsi que des données sur l'infrastructure existante de la voie qui aideront l'entrepreneur à rédiger des documents de conception.

(Fin de la page)

Annexe B – Liste des produits livrables et des prix

N° art.	Description	Nom de marque et numéro de pièce du fabricant d'origine	Quantité (A)	Prix (B)	Unité de mesure	Coût total (C) $C = A \times B$
1.	Solution de LPI seulement installée selon la configuration 1 de l'appendice B		138	\$	Unité	\$
2.	Solution de LPI et d'IRF installée selon la configuration 4 de l'appendice B (LPI + 1 zone de lecture IRF au panneau d'arrêt)		24	\$	Unité	\$
3.	Solution de LPI et d'IRF pour installation dans un environnement de laboratoire selon l'option 7 de l'appendice D		3	\$	Unité	\$
4.	Solution d'IRF seulement pour installation dans un environnement de laboratoire		1	\$	Unité	\$
5.	Services professionnels qui aidera à l'installation de la solution dans un laboratoire		7,5 heures	\$	Taux horaire	\$
6.	Contrôleur d'accès au réseau		2	\$	Unité	\$
7.	Services professionnels d'aide à la configuration du contrôle d'accès au réseau de la solution dans l'environnement réseau de l'ASFC		15 heures	\$	Taux horaire	\$
8.	Séances de formation bilingues		1	\$	Unité	\$
9.	Séances de formation en anglais seulement		6	\$	Unité	\$
10.	Séances de formation en français seulement		1	\$	Unité	\$
11.	Dessins de conception de voie illustrant une infrastructure de voie ordinaire, comme décrit à l'appendice D, pour les configurations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> LPI seulement (appendice B – configuration de voie 1) LPI et IRF (appendice B – configuration de voie 4) 		1 jeu de 5 copies papier et 1 jeu de 1 copie électronique pour chaque configuration	\$	Jeu	\$
1. À des fins d'évaluation : Coût total (somme de 1.C à 11.C)						\$

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Éléments optionnels

N° art.	Description	Nom de marque et numéro de pièce du fabricant d'origine	Quantité estimative (D)	Prix unitaire (E)	Unité de mesure	Coût total (F) F = D x E
12.	Solution de LPI seulement installée selon la configuration 1 de l'appendice B		35	\$	Unité	\$
13.	Solution de LPI et d'IRF installée selon la configuration 2 de l'appendice B (LPI + 1 zone de lecture IRF dans la voie)		32	\$	Unité	\$
14.	Solution de LPI et d'IRF installée selon la configuration 3 de l'appendice B (LPI + 1 zone de lecture IRF dans la voie + 1 zone de lecture IRF à la guérite)		45	\$	Unité	\$
15.	Solution de LPI et d'IRF installée selon la configuration 4 de l'appendice B (LPI + 1 zone de lecture IRF au panneau d'arrêt)		30	\$	Unité	\$
16.	Solution de LPI et d'IRF installée selon la configuration 5 de l'appendice B (LPI + 1 zone de lecture IRF au panneau d'arrêt + 1 zone de lecture IRF à la guérite)		30	\$	Unité	\$
17.	Solution d'IRF seulement installée selon la configuration 6 de l'appendice B (1 zone de lecture IRF dans la voie)		5	\$	Unité	\$
18.	Solution d'IRF seulement installée selon la configuration 7 de l'appendice B (1 zone de lecture IRF dans la voie + 1 zone de lecture IRF à la guérite)		5	\$	Unité	\$
19.	Solution d'IRF seulement installée selon la configuration 8 de l'appendice B (1 zone de lecture IRF au panneau d'arrêt)		69	\$	Unité	\$
20.	Solution d'IRF seulement installée selon la configuration 9 de l'appendice B (1 zone de lecture IRF au panneau d'arrêt + 1 zone de lecture IRF à la guérite)		5	\$	Unité	\$

N° art.	Description	Nom de marque et numéro de pièce du fabricant d'origine	Quantité estimative (D)	Prix unitaire (E)	Unité de mesure	Coût total (F) F = D x E
21.	Une unité supplémentaire de matériel d'IRF (zone de lecture) installée et intégrée dans une voie de LPI seulement pour passer de la configuration 1 à la configuration 2		90	\$	Unité	\$
22.	Une unité supplémentaire de matériel d'IRF (zone de lecture) installée à la guérite et intégrée dans une voie de LPI et d'IRF pour passer de la configuration 2 à la configuration 3		90	\$	Unité	\$
23.	Une unité supplémentaire de matériel d'IRF (zone de lecture) installée au panneau d'arrêt et intégrée dans une voie de LPI seulement pour passer de la configuration 1 à la configuration 4		90	\$	Unité	\$
24.	Deux unités supplémentaires de matériel d'IRF (zone de lecture) installées dans une voie et à la guérite dans une voie de LPI seulement pour passer de la configuration 1 à la configuration 3		90	\$	Groupe de 2 unités	\$
25.	Deux unités supplémentaires de matériel d'IRF (zone de lecture) installées au panneau d'arrêt et à la guérite et intégrées pour passer de la configuration 1 à la configuration 5		90	\$	Groupe de 2 unités	\$
26.	Une unité supplémentaire de matériel d'IRF (zone de lecture) installée à la guérite et intégrée pour passer de la configuration 4 à la configuration 5		90	\$	Unité	\$
27.	Une unité supplémentaire de matériel d'IRF (zone de lecture) installée à la guérite et intégrée pour passer de la configuration 2 à la configuration 3		90	\$	Unité	\$
28.	Contrôleur d'accès au réseau (comme pièce de rechange)		25	\$	Unité	\$
29.	Caméra de LPI (comme pièce de rechange)		50	\$	Unité	\$
30.	Détecteurs de véhicule (comme pièces de rechange)		50	\$	Unité	\$
31.	Lecteurs d'IRF (comme pièces de rechange)		30	\$	Unité	\$

N° art.	Description	Nom de marque et numéro de pièce du fabricant d'origine	Quantité estimative (D)	Prix unitaire (E)	Unité de mesure	Coût total (F) F = D x E
32.	Source de lumière, p. ex. stroboscope ou caméra de LPI		50	\$	Unité	\$
33.	Antenne d'IRF		50	\$	Unité	\$
34.	Solution de LPI et d'IRF pour installation dans un environnement de laboratoire		1	\$	Unité	\$
35.	Services professionnels d'aide à l'installation de la solution dans un laboratoire		20 jours, à raison de 7,5 heures par jour	\$	Taux horaire	\$
36.	Solution d'IRF seulement pour installation dans un environnement de laboratoire		1	\$	Unité	\$
37.	Solution de LPI seulement pour installation dans un environnement de laboratoire		1	\$	Unité	\$
38.	Solution d'IRF seulement pour installation par l'ASFC		20.	\$	Unité	\$
39.	Solution de LPI seulement pour installation par l'ASFC		20.	\$	Unité	\$
40.	Séances de formation bilingues		4	\$	Unité	\$
41.	Séances de formation en anglais seulement		15	\$	Unité	\$
42.	Séances de formation en français seulement		5	\$	Unité	\$
43.	Collecte de données sur un maximum de 3 voies en même temps, comme décrit à l'option 1 de l'appendice D		100	\$	Jusqu'à 3 voies en même temps	\$
44.	Collecte de données sur chaque voie supplémentaire au-delà de la troisième (voir l'article 43), comme décrit à l'option 1 de l'appendice D		225	\$	Unité	\$
45.	Vérification d'un maximum de 3 voies en même temps, comme décrit à l'option 2 de l'appendice D		50	\$	Jusqu'à 3 voies en	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N° art.	Description	Nom de marque et numéro de pièce du fabricant d'origine	Quantité estimative (D)	Prix unitaire (E)	Unité de mesure	Coût total (F) F = D x E
					même temps	
46.	Vérification d'une seule voie, comme décrit à l'option 2 de l'appendice D		20.	\$	Unité	\$
47.	Plans de voie définitifs (jusqu'à 3 voies) d'après les dessins d'architecture fournis par l'ASFC, comme décrit à l'option 3 de l'appendice D		50	\$	Jusqu'à 3 voies en même temps	\$
48.	Plans de voie définitifs (une seule voie) d'après les dessins d'architecture fournis par l'ASFC, comme décrit à l'option 3 de l'appendice D		20.	\$	Unité	\$
49	Désinstallation de la solution, comme décrit à l'option 4 de l'appendice D		50	\$	Unité	\$
50.	Désinstallation et réinstallation de la solution en une seule intervention, comme décrit à l'option 5 de l'appendice D		25	\$	Unité	\$
51.	Réinstallation de la solution, comme décrit à l'option 6 de l'appendice D		25	\$	Unité	\$
52.	Services professionnels pour aider l'ASFC à étudier ou à analyser l'utilisation de la solution dans un nouvel environnement, ou à réaliser d'autres tâches connexes non décrites dans les présentes		75 heures (10 jours, à raison de 7,5 heures par jour)	\$	Taux horaire	\$
2. À des fins d'évaluation : Coût total (somme de 12.F à 52.F)						\$

Sollicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
hn460
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Options de garantie, de maintenance et de soutien

N° art.	Description	Configuration (G)	Prix par voie (H)	Prix annuel total estimatif (I) [(somme des conf. 1 à 9)/9]
53.	1 ^{re} période d'un an supplémentaire de garantie, de maintenance et de soutien	#1 #2 #3 #4 #5 #6 #7 #8 #9	\$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$	\$
54.	2 ^e période d'un an supplémentaire de garantie, de maintenance et de soutien	#1 #2 #3 #4 #5 #6 #7 #8 #9	\$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$	\$
55.	3 ^e période d'un an supplémentaire de garantie, de maintenance et de soutien	#1 #2 #3 #4 #5 #6 #7 #8 #9	\$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$	\$

Sollicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
hn460
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N° art.	Description	Configuration (G)	Prix par voie (H)	Prix annuel total estimatif (I) [(somme des conf. 1 à 9)/9]
56.	4 ^e période d'un an supplémentaire de garantie, de maintenance et de soutien	#1 #2 #3 #4 #5 #6 #7 #8 #9	\$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$	\$
57.	5 ^e période d'un an supplémentaire de garantie, de maintenance et de soutien	#1 #2 #3 #4 #5 #6 #7 #8 #9	\$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$	\$
58.	6 ^e période d'un an supplémentaire de garantie, de maintenance et de soutien	#1 #2 #3 #4 #5 #6 #7 #8 #9	\$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$ \$	\$
3. À des fins d'évaluation : Coût total (somme de 53.I à 58.I)				\$

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
ln460
File No. - N° du dossier
ln46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
ln460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe C – Calendrier de déploiement

Toute mise en œuvre doit être approuvée par écrit par le chargé de projet de l'ASFC. Le calendrier exact du déploiement sera établi par l'ASFC après l'attribution du contrat; cependant, l'ASFC prévoit parachevé en fonction de chaque région pendant la période de déploiement initiale prévue au contrat.

L'entrepreneur doit mettre sur pied deux équipes de déploiement pour installer simultanément les composants de LPI et d'IRF, qu'ils soient déployés dans la même région ou dans des régions différentes.

Calendrier de déploiement des composants de LPI et d'IRF			
Solution	Lieu	Nombre de voies	Configurations de voie
Phase 1 : Installations d'essai (2014-2015)			
Installation totale : 5 voies de LPI et d'IRF et 1 voie d'IRF seulement			
LPI et IRF	Centre d'apprentissage de l'ASFC, Rigaud (Qc) Voies extérieures de formation	2	2 configurations de voie pour la formation (LPI et IRF)
LPI et IRF	Laboratoire de l'ASFC (Tremblay), Ottawa (Ont.) Laboratoire intérieur	1	1 configuration de laboratoire (LPI et IRF)
LPI et IRF	Laboratoire de l'ASFC (pont Billings), Ottawa (Ont.) Laboratoire intérieur	1	1 configuration de laboratoire (LPI et IRF)
LPI et IRF	Laboratoire de l'ASFC (Fitzgerald), Ottawa (Ont.) Laboratoire intérieur	1	1 configuration de laboratoire (LPI et IRF)
IRF	Laboratoire scientifique de l'IST (chemin Colonnade), Ottawa (Ont.) Laboratoire intérieur	1	1 configuration de laboratoire (IRF seulement)
Phase 2 (2014-2015)			
Installation totale : 12 voies de LPI et d'IRF et 58 voies de LPI seulement			
LPI et IRF	Point d'entrée : Pont Blue Water, Sarnia	9	2 voies (LPI et IRF) 7 voies de LPI seulement
LPI et IRF	Point d'entrée : Tunnel de Windsor	6	2 voies (LPI et IRF) 4 voies de LPI seulement
LPI et IRF	Point d'entrée : Pont Ambassador	13	2 voies (LPI et IRF) 11 voies de LPI seulement

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
hn460
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

LPI et IRF	Point d'entrée : Pont Peace	12	2 voies (LPI et IRF) 10 voies de LPI seulement
LPI et IRF	Point d'entrée : Pont Rainbow	15	2 voies (LPI et IRF) 13 voies de LPI seulement
LPI et IRF	Point d'entrée : Pont Queenston	11	2 voies (LPI et IRF) 9 voies de LPI seulement
LPI	Point d'entrée : Sault Ste. Marie	4	4 voies de LPI seulement
Phase 3 (2014-2015)			
Installation totale : 4 voies de LPI et d'IRF et 12 voies de LPI seulement			
LPI et IRF	Point d'entrée : Douglas	7	2 voies (LPI et IRF) 5 voies de LPI seulement
LPI et IRF	Point d'entrée : Pacific Highway	9	2 voies (LPI et IRF) 7 voies de LPI seulement
Phase 4 (2014-2015)			
Installation totale : 2 voies de LPI et d'IRF et 9 voies de LPI seulement			
LPI et IRF	Point d'entrée : Emerson	4	2 voies (LPI et IRF) 2 voies de LPI seulement
LPI	Point d'entrée : Rainy River	1	1 voie de LPI seulement
LPI	Point d'entrée : Pont de Fort Frances	3	3 voies de LPI seulement
LPI	Point d'entrée : Pigeon River	3	3 voies de LPI seulement
Phase 5 (2015-2016)			
Installation totale : 12 voies de LPI seulement			
LPI	Point d'entrée : St. Stephen (pont Ferry Point)	3	3 voies de LPI seulement
LPI	Point d'entrée : Milltown	1	1 voie de LPI seulement
LPI	Point d'entrée : St. Stephen (3 ^e pont)	3	3 voies de LPI seulement
LPI	Point d'entrée : Woodstock	2	2 voies de LPI seulement
LPI	Point d'entrée : Andover	1	1 voie de LPI seulement
LPI	Point d'entrée : Edmunston	2	2 voies de LPI seulement
Phase 6 (2015-2016)			

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Installation totale : 21 voies de LPI seulement			
LPI	Point d'entrée : North Portal	1	1 voie de LPI seulement
LPI	Point d'entrée : Coutts	3	3 voies de LPI seulement
LPI	Point d'entrée : Roosville	2	2 voies de LPI seulement
LPI	Point d'entrée : Kingsgate	2	2 voies de LPI seulement
LPI	Point d'entrée : Aldergrove	3	3 voies de LPI seulement
LPI	Point d'entrée : Huntingdon	5	5 voies de LPI seulement
LPI	Point d'entrée : Osoyoos	3	3 voies de LPI seulement
LPI	Point d'entrée : Boundary Bay	2	2 voies de LPI seulement
Phase 7 (2015-2016)			
Installation totale : 2 voies de LPI et d'IRF et 13 voies de LPI seulement			
LPI	Point d'entrée : Lansdowne	7	7 voies de LPI seulement
LPI	Point d'entrée : Prescott	3	3 voies de LPI seulement
LPI et IRF	Point d'entrée : Cornwall**	5	2 voies (LPI et IRF) 3 voies de LPI seulement
Phase 8 (2015-2016)			
Installation totale : 2 voies de LPI et d'IRF et 13 voies de LPI seulement			
LPI	Point d'entrée : St-Armand	4	4 voies de LPI seulement
LPI	Point d'entrée : Stanstead (autoroute 55)	4	4 voies de LPI seulement
LPI et IRF	Point d'entrée : Lacolle (autoroute 15)*	7	2 voies (LPI et IRF) 5 voies de LPI seulement

* Les échéances d'installation des lecteurs d'IRF à ce point d'entrée sont des estimations; par conséquent, elles pourraient être déplacées à d'autres dates de la période du contrat.

** Les lecteurs d'IRF à ce point d'entrée pourraient être installés en sol américain, au point d'entrée américain adjacent.

(Fin de la page)

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE D

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

(Insérer ici, s'il y a lieu)

(La LVERS doit être insérée ici, s'il y a lieu)

ANNEXE E – GARANTIE, MAINTENANCE ET RETOUR À L'ATELIER

La solution de l'entrepreneur doit inclure pour chaque voie un an de garantie, de maintenance et de soutien à partir de la date d'achèvement des essais d'acceptation.

Les services de maintenance et de soutien doivent inclure au minimum ce qui suit :

- a) Mises à jour et nouvelles versions de logiciels :
 - i) Toutes les mises à jour logicielles doivent être mises à la disposition du client sans frais supplémentaires pendant la durée du contrat. Le terme « mise à jour » désigne toutes les améliorations, extensions ou autres modifications apportées aux logiciels, y compris les corrections.
 - ii) Chaque nouvelle version logicielle doit être mise à la disposition du client sans frais supplémentaires pour la durée du contrat. Le terme « version » s'entend des améliorations ou modifications apportées aux logiciels, ainsi que des modules nouveaux ou supplémentaires utilisés conjointement avec les logiciels, qui représentent la nouvelle génération de logiciels et que l'entrepreneur a décidé de mettre à la disposition de ses clients, habituellement à des coûts supplémentaires.
- b) Mises à jour matérielles :

Dans le cadre du présent contrat et de toute prolongation s'y rapportant, l'entrepreneur doit fournir, sans frais supplémentaires,

 - i) toutes les mises à niveau appropriées résultant du maintien du soutien et de l'interopérabilité entre les versions anciennes et nouvelles du matériel, y compris le matériel de rechange.
 - ii) L'entrepreneur doit immédiatement (dans les 48 heures) aviser le client de tout défaut ou mauvais fonctionnement des produits, des composants ou des documents proposés dont il a pris connaissance par quelque source d'information que ce soit.
- c) L'entrepreneur doit informer par écrit le chargé de projet de l'ASFC nommé dans le contrat de toute modification proposée aux composants matériels fournis par l'entrepreneur. L'entrepreneur doit recevoir une approbation écrite du client avant d'effectuer les modifications proposées, notamment :
 - i) les changements logiciels;
 - ii) les changements de modèle.

L'entrepreneur doit fournir une mise à jour logicielle au plus tard 30 jours civils après que le fournisseur a constaté un problème logiciel ou que l'ASFC a demandé un changement.

La solution de l'entrepreneur doit inclure l'accès **par téléphone et par courriel** à un bureau de service **immédiatement après l'installation de la première solution**. Le bureau de service de l'entrepreneur doit employer du personnel qualifié pouvant offrir un service de soutien téléphonique dans les deux langues officielles (français et anglais), selon la langue préférée de l'appelant, au moyen d'un numéro sans frais, du lundi au vendredi, de 7 h à 17 h HNE.

La ligne d'assistance de l'entrepreneur peut utiliser un système de réponse vocale interactif permettant à l'appelant de sélectionner la langue voulue (français ou anglais) dès le début de l'appel.

En dehors du lundi au vendredi, de 7 h à 17 h HNE, l'entrepreneur peut, pour son bureau de service, utiliser un système de messagerie plutôt que de demander à un agent de répondre directement aux appels, à la condition qu'un agent rappelle le jour ouvrable suivant, de 7 h à 17 h HNE.

Le bureau de service de l'entrepreneur doit :

i) Tenir un journal des activités de soutien technique sur les incidents. Ce journal doit comprendre :

- (1) le numéro de suivi;
- (2) le numéro de suivi du client (fourni par le client au moment de l'appel);
- (3) la date et l'heure de l'appel;
- (4) la description du problème;
- (5) la méthode de résolution;
- (6) l'état.

ii) Tenir un journal de retour à l'atelier. Ce journal doit comprendre :

- (1) le numéro de suivi;
- (2) le numéro de suivi du client (fourni par le client au moment de l'appel);
- (3) le numéro de série de la pièce ou du composant défectueux;
- (4) la date et l'heure de réception de la pièce ou du composant défectueux;
- (5) la date et l'heure d'expédition de la pièce ou du composant de rechange;
- (6) l'emplacement de la pièce ou du composant;
- (7) la description du problème;
- (8) la méthode de résolution;
- (9) l'état.

La solution de l'entrepreneur doit comprendre un soutien au retour à l'atelier des solutions. L'atelier de l'entrepreneur doit être situé au Canada. Une pièce ou un composant de rechange entièrement fonctionnel doit être expédié à l'adresse désignée de l'ASFC dans les 48 heures

suivant la demande de l'ASFC au bureau de service. L'ASFC est responsable de la manutention, de l'emballage et de l'expédition à l'entrepreneur de la pièce ou du composant défectueux. L'entrepreneur est responsable de la manutention, de l'emballage et de l'expédition à l'ASFC du matériel de rechange.

L'entrepreneur doit avoir un processus en vigueur, intégré à la solution, permettant de déterminer les mises à niveau et les correctifs, y compris pour la résolution de nouvelles vulnérabilités découvertes dans ses logiciels et dans les logiciels de tiers (p. ex. Microsoft). Le fournisseur doit rendre les mises à jour et les correctifs accessibles dès que possible et sans frais supplémentaires pendant la période du contrat. L'ASFC doit pouvoir télécharger les mises à jour et les correctifs par protocole FTP ou à partir du site Web du fournisseur.

ANNEXE F – PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-après. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de défaut, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. Le non-respect de ces demandes rendra la soumission non recevable ou sera considéré comme un défaut au contrat.

Pour de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, consulter le site Web du Programme du travail de RHDCC.

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) (Si aucune date n'est indiquée, la date de clôture des soumissions sera utilisée.)

Remplir les sections A et B.

A. Cocher une seule case :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un sous réglementation fédérale assujetti à la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*.
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).

- A5. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de 100 employés et plus au Canada, et :
- () A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi en vigueur avec le Programme du travail de RHDCC.
- OU**
- () A5.2. Le soumissionnaire atteste qu'il a présenté un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) au Programme du travail de RHDCC. Comme il s'agit d'une condition préalable à l'attribution du contrat, il faut remplir le formulaire intitulé *Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi* (LAB1168), le signer en bonne et due forme et le transmettre aux responsables du Programme du travail de RHDCC.

B. Cocher une seule case :

- () B1. Le soumissionnaire ne fait pas partie d'une coentreprise.
- OU**
- () B2. Le soumissionnaire fait partie d'une coentreprise, et chaque membre de cette dernière doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation » (consulter la section sur les coentreprises des instructions uniformisées).

Annexe G – Critères obligatoires

Une fois l'évaluation technique et financière terminée, l'ASFC réalisera un contrôle de validation de la proposition en procédant à des essais à trois endroits, soit dans un des laboratoires de l'ASFC (Billings) à Ottawa, en Ontario, à son centre de formation de Rigaud, au Québec, et, avec la collaboration du Conseil national de recherches du Canada (CNRC), dans un de ses laboratoires à Ottawa, en Ontario, pour les essais dans des conditions environnementales. Ce contrôle a pour objectif de mettre la solution proposée à l'essai en fonction des critères obligatoires. Le soumissionnaire qui devient le fournisseur recommandé sera informé cinq jours à l'avance que ses appareils seront mis à l'essai. L'avis inclura l'endroit et la date auxquels le soumissionnaire devra être présent pendant les essais. Le fournisseur recommandé doit fournir une unité complète de la solution proposée. Si la solution proposée ne respecte pas un des critères d'essai, le soumissionnaire sera jugé non conforme, et le deuxième soumissionnaire retenu en fonction du prix sera invité à participer aux essais.

(Fin de la page)

Voici les exigences des essais de contrôle de validation :

A. Billings

Le soumissionnaire doit fournir la configuration 5 pour le laboratoire. Il n'est pas obligatoire que cette solution respecte les exigences environnementales, car elle sera installée à l'intérieur. Le soumissionnaire doit fournir tous les câbles et cordons électriques nécessaires à l'installation dans le laboratoire. L'ASFC fournira le bâti (c.-à-d. les étagères en métal) sur lequel le matériel doit être installé (des photos peuvent être envoyées au plus haut soumissionnaire avant l'installation). Le soumissionnaire doit installer la solution. L'ASFC estime qu'il faudra deux jours consécutifs pour installer le matériel dans le laboratoire.

- Après les deux jours d'installation, le personnel de l'ASFC réalisera des essais de contrôle de validation sur le matériel pendant trois jours, en l'absence du soumissionnaire.

- Pendant les trois jours d'essai durant lesquels le soumissionnaire sera absent, l'ASFC doit pouvoir, au besoin, appeler un membre du personnel technique du soumissionnaire pour s'informer sur des questions techniques.

B. Rigaud

Le soumissionnaire doit fournir la configuration 5 pour Rigaud. Cette solution doit être identique à celle proposée pour les voies extérieures dans tout le pays. Le soumissionnaire doit fournir tous les câbles et cordons électriques ainsi que les trépieds ou les poteaux amovibles nécessaires à l'installation, et installer la solution. L'ASFC estime qu'il faudra deux jours consécutifs pour installer le matériel. Après les deux jours d'installation, le personnel de l'ASFC réalisera des essais de contrôle de validation sur le matériel pendant trois jours, en l'absence du soumissionnaire. Pendant les trois jours d'essai durant lesquels le soumissionnaire sera absent, l'ASFC doit pouvoir, au besoin, appeler un membre du personnel technique du soumissionnaire pour s'informer sur des questions techniques.

- Le soumissionnaire doit retirer la solution après les essais à Rigaud. L'ASFC peut emballer et expédier le matériel, à condition que le soumissionnaire fournisse le matériel d'emballage.

C. CNRC

Le soumissionnaire doit fournir la configuration 2 pour le CNRC. Cette solution doit être identique à celle proposée pour les voies extérieures dans tout le pays. Le soumissionnaire doit fournir tous les câbles et cordons électriques nécessaires à l'installation. Le soumissionnaire n'est pas tenu d'installer le matériel. Les essais du CNRC seront réalisés en huit jours et pourraient avoir lieu en même temps que ceux à Rigaud.

Exigences obligatoires relatives à la solution globale

La solution globale doit satisfaire aux exigences obligatoires suivantes :

N°	Critère obligatoire	Justification	Référence
A. Caractéristiques générales (exigences communes)			
A1.	La solution de l'entrepreneur doit respecter les spécifications techniques énoncées à l'article 3.0 de l'EDT et à l' appendice C, Infrastructure technique .		
A2.	<p>La solution de l'entrepreneur doit offrir plusieurs configurations de voie. Il doit être possible d'ajouter des composants dans n'importe quelle voie, ou d'en enlever, afin de passer d'une configuration à une autre. Par exemple, il doit être possible d'ajouter un lecteur d'IRF dans une voie qui, initialement, ne comportait qu'un LPI. La solution de l'entrepreneur doit permettre à tout le moins les configurations suivantes (voir l'appendice B, Configurations de voie) :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) LPI seulement 2) LPI + 1 zone de lecture IRF dans la voie + 1 compteur numérique + 2 afficheurs 3) LPI + 1 zone de lecture IRF dans la voie + 1 zone de lecture IRF à la guérite + 1 compteur numérique + 2 afficheurs 4) LPI + 1 zone de lecture IRF au panneau d'arrêt + 1 compteur numérique + 2 afficheurs 5) LPI + 1 zone de lecture IRF au panneau d'arrêt + 1 zone de lecture IRF à la guérite + 1 compteur numérique + 2 afficheurs 6) 1 zone de lecture IRF dans la voie + 1 compteur numérique + 2 afficheurs 7) 1 zone de lecture IRF dans la voie + 1 zone de lecture IRF à la guérite + 		

N°	Critère obligatoire	Justification	Référence
	<p>1 compteur numérique + 2 afficheurs</p> <p>8) 1 zone de lecture IRF au panneau d'arrêt + 1 compteur numérique + 2 afficheurs</p> <p>9) 1 zone de lecture IRF au panneau d'arrêt + 1 zone de lecture IRF à la guérite + 1 compteur numérique + 2 afficheurs</p>		
A3.	La solution de l'entrepreneur doit inclure un mécanisme de déclenchement (logiciel ou matériel), à l'exclusion des boucles de masse.		
A4.	La solution de l'entrepreneur doit détecter tous les moyens de transport passant par la voie, même ceux sans plaque lisible.		
A5.	Chacune des solutions de l'entrepreneur à un site doit fonctionner de façon autonome dans chaque voie sans point de défaillance unique.		
A6.	La solution de l'entrepreneur doit inclure un mécanisme d'intégration à l'un des services de gestion centralisée de l'ASFC au moyen d'indicateurs d'avertissement et d'alerte préalablement intégrés par le protocole SNMPv1 ou une version plus récente.		
A7.	<p>La solution de l'entrepreneur doit utiliser le même ID de transaction unique pour tous les événements générés par les appareils installés dans les zones 1 et 2.</p> <p>Dans le cas des appareils installés dans la zone 3, la solution de l'entrepreneur doit générer un nouvel ID de transaction unique.</p> <p>Voir l'appendice B, Configurations de voie, pour obtenir de l'information sur les zones, ainsi que l'appendice G, Schémas d'événement.</p>		

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N°	Critère obligatoire	Justification	Référence
A8.	<p>La solution de l'entrepreneur doit envoyer un événement d'erreur à l'application de l'ASFC lorsqu'un de ses appareils (LPI, IRF1 ou IRF2) est défaillant. Un événement d'état « OK » doit être envoyé par la solution de l'entrepreneur à l'application de l'ASFC lorsque l'appareil en question revient à son état normal.</p> <p>Voir l'appendice G, Schémas d'événement, pour connaître les spécifications des événements.</p>		
A9.	<p>La solution de l'entrepreneur doit permettre à l'application de l'ASFC de demander des mises à jour de l'état de n'importe quel appareil (LPI, IRF1 ou IRF2).</p> <p>Voir l'appendice G, Schémas d'événement, pour connaître les spécifications des événements.</p>		
A10.	<p>La solution de l'entrepreneur doit interfacer avec l'application de l'ASFC au moyen d'une connexion TCP/IP établie par l'application de l'Agence.</p>		
A11.	<p>La solution doit transmettre les messages de données en format XML et suivre le schéma de l'ASFC.</p> <p>Voir l'appendice G, Schémas d'événement.</p>		

B. Exigences logicielles et matérielles (exigences communes)			
B1.	L'alimentation électrique de tous les composants de la solution de l'entrepreneur doit pouvoir être interrompue par le retrait de fiches, comme celles à trois broches, dans les boîtiers situés dans la voie. Lorsque l'alimentation est coupée, les fiches retirées doivent être bien visibles pendant la maintenance. Chaque composant de la solution doit être branché de sorte à pouvoir être remplacé sans l'aide d'un électricien.		
B2.	La solution de l'entrepreneur doit inclure tous les logiciels (incorporés ou non), interfaces de programmation d'application, trousse de développement logiciel, pilotes de logiciel et bibliothèques de liens, ainsi que tous les documents connexes qui sont nécessaire au fonctionnement de la solution de l'entrepreneur. Elle doit aussi inclure les licences d'utilisateur final nécessaires à son déploiement intégral et à son fonctionnement. Dans les présentes, « logiciel » s'entend des logiciels commerciaux, des logiciels propriétaires, des gratuits, des partagés et des ensembles de données.		
C. Exigences relatives à la sécurité			
C1.	La solution de l'entrepreneur doit permettre à l'ASFC d'effacer la mémoire et le disque dur des appareils qui en font partie. Si ce n'est pas possible, la solution de l'entrepreneur doit permettre à l'ASFC de démagnétiser ou de détruire physiquement les appareils.		
C2.	La solution de l'entrepreneur doit permettre à l'ASFC d'administrer les mots de passe et les permissions qui sont présents par défaut ou prédéfinis ainsi que d'administrer les capacités des comptes, des groupes, et des rôles d'utilisateur, de service et de système.		
D. Exigences environnementales			
D1.	La solution de l'entrepreneur doit fonctionner à		

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	une humidité relative ambiante allant jusqu'à 100 %, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur.		
D2.	La solution de l'entrepreneur doit fonctionner à une température ambiante variant entre -40 °C et 50 °C.		
D3.	Tous les boîtiers fournis avec la solution de l'entrepreneur doivent être sécurisés par des serrures à l'épreuve des intempéries ou des vis inviolables.		
D4.	La solution de l'entrepreneur ne doit causer aucune interférence avec les points d'accès sans fil ou les radios à proximité ou à l'intérieur de la ligne d'inspection primaire de l'ASFC.		
D5.	Tous les composants extérieurs de la solution de l'entrepreneur doivent au moins être protégés par un boîtier sécurisé à environnement contrôlé fait de parois à l'épreuve des intempéries en acier inoxydable ou en plastique et doivent être conformes à la norme NEMA 4X. La solution de l'entrepreneur doit être accompagnée d'une attestation écrite, en date de la clôture des soumissions, confirmant que tous les boîtiers sont faits de parois à l'épreuve des intempéries et conformes à la norme NEMA 4X.		
D6.	Le matériel de l'entrepreneur doit pouvoir fonctionner jour et nuit dans toutes les conditions météorologiques présentes au Canada (soleil direct, pluie, pluie verglaçante, neige, brouillard, glace, foudroiements, chasse-poussière élevée, sel de voirie, etc.), sans interruption autre qu'à des fins de maintenance prévue.		
D7.	Le matériel de l'entrepreneur, y compris les composants matériels et le câblage extérieurs ainsi que le boîtier sécurisé à environnement contrôlé, doit résister au moins à des vents constants de 50 km/h et à des rafales allant jusqu'à 160 km/h.		

E. Exigences relatives à l'installation en laboratoire			
E1.	<p>L'entrepreneur doit fournir un solution qui mesure tout au plus 5 pieds de large, 5 pieds de long et 10 pieds de haut pour pouvoir être installée dans un espace clos intérieur comme un laboratoire (voir l'appendice E, Styles de plaque associés à des sites précis, pour connaître la liste des laboratoires intérieurs et l'annexe C, Calendrier de déploiement). Il est présumé que la plaque se trouve entre 15 et 20 pieds de distance de la caméra.</p> <p>Remarque : Les appareils de la solution de l'entrepreneur destinés à être installés dans un laboratoire n'ont pas à respecter les exigences D1 à D7 inclusivement.</p>		
F. Exigences relatives au contrôle d'accès au réseau (CAR)			
F1.	La solution de l'entrepreneur doit inclure un appareil qui assure la fonction de CAR dans chaque voie.		
F2.	Le composant de CAR de l'entrepreneur doit être configuré par l'ASFC de manière à obtenir son adresse IP par protocole DHCP ET à utiliser son adresse IP statique. L'ASFC doit avoir les deux options.		
F3.	Le composant de CAR de l'entrepreneur doit contrôler les composants de LPI et d'IRF au moyen des services d'identification, d'authentification et d'autorisation fournis par l'infrastructure réseau de l'ASFC (voir l'appendice C, Infrastructure technique).		
F4.	Le composant de CAR de l'entrepreneur doit fonctionner comme un appareil de protection de frontière qui contrôle le trafic de LPI et d'IRF entrant et sortant sur le réseau en le limitant ou en l'acheminant d'abord à la fonction de CAR, au moyen d'un mécanisme intégré (p. ex. serveur mandataire, coupe-feu, routeur) que		

	l'ASFC doit pouvoir administrer.		
F5.	L'appareil de CAR doit fonctionner comme membre natif de la base gérée des appareils clients (voir l'appendice C, Infrastructure technique).		
F6.	Le composant de CAR doit être compatible avec Microsoft Security Compliance Manager.		
F7.	Le composant de CAR de l'entrepreneur doit permettre de se connecter avec Windows à un compte de domaine.		
F8.	Le composant de CAR de l'entrepreneur doit pouvoir utiliser les justificatifs d'identité de domaine avec tous les services utilisant la fonction de CAR. La solution ne doit pas dépendre de comptes locaux après son installation initiale.		
F9.	Le composant de CAR de l'entrepreneur doit pouvoir paramétrer les mots de passe initiaux de connexion locale pendant et après l'installation initiale.		
F10.	Le composant de CAR de l'entrepreneur doit pouvoir empêcher les tentatives de connexion avec un compte local après trois échecs.		
F11.	La solution de l'entrepreneur doit pouvoir vérifier les actions exécutées par les utilisateurs ou les comptes de système. Les journaux doivent être accessibles à des fins de vérification et de compte rendu. Ils doivent contenir au moins les données suivantes : i. ID du poste de travail; ii. ID du système; iii. ID de l'utilisateur; iv. date et heure; v. action (p. ex. modification de configuration, de données ou de compte); vi. code de réussite.		
F12.	Le composant de CAR doit pouvoir assurer la gestion par des connexions sécuritaires qui utilisent au moins un des outils suivants : • connexion <i>Request for Comments</i> (RFC 1826		

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	et 1827) avec <i>Internet Protocol Security</i> (IPsec); <ul style="list-style-type: none">• protocole <i>Transport Layer Security</i> (TLS) v1.1 ou une version plus récente, et protocole <i>Secure Socket Layer</i> (SSL) v3.0 ou une version plus récente;• protocole <i>Secure Shell</i> (SSH) v2.0 ou une version plus récente.		
--	--	--	--

Exigences obligatoires relatives à la solution de LPI

Chaque solution de LPI doit répondre aux spécifications suivantes :

N°	Critère	Justification	Référence
G. Caractéristiques générales (exigences propres aux LPI)			
G1.	La solution de l'entrepreneur doit pouvoir lire toutes les plaques d'immatriculation canadiennes et américaines de voitures de tourisme (voir l'appendice E, Styles de plaque associés à des sites précis, et l'appendice H, Glossaire et définitions) entrant au Canada et transmettre les données à l'application de l'ASFC sur son infrastructure réseau. Ce critère ne vise que la lecture de plaques à l'arrière des véhicules.		
G2.	Pour chaque moyen de transport, la solution de l'entrepreneur doit générer la séquence suivante d'événements de LPI : <ul style="list-style-type: none">a) un événement PLATE READ (PLAQUE LUE) avec l'interprétation du texte de la plaque correctement lue, ou un événement NO PLATE READ (PLAQUE NON LUE) ou NO PLATE FOUND (PLAQUE INTROUVABLE) en cas d'échec de la lecture;b) un événement PLATE IMAGE (IMAGE DE LA PLAQUE) avec une image détournée de la plaque d'immatriculation lue ou une image non détournée en cas d'échec de la lecture.c) Ces événements doivent être associés au même ID de transaction unique. Voir l'appendice G, Schémas d'événement, pour connaître les spécifications des événements.		
G3.	La solution de l'entrepreneur doit détecter tous les moyens de transport passant par la voie, même ceux sans plaque lisible. Les plaques lisibles sont les plaques		

N°	Critère	Justification	Référence
	d'immatriculation qui ne sont ni cachées, ni couvertes, ni endommagées (voir l'appendice H, Glossaire et définitions).		
G4.	<p>Chaque fois qu'une plaque d'immatriculation est bien lue, la solution de l'entrepreneur doit générer une image détournée de la plaque qui respecte au moins les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. la taille de l'image transmise à l'infrastructure réseau de l'ASFC ne doit pas dépasser 10 ko; ii. l'image doit être récupérable en format JPG; iii. l'image d'une lecture de la plaque seule ne doit comprendre que la surface de la plaque en question; iv. la plaque d'immatriculation doit être identifiable lorsque son image est affichée sur un moniteur ACL ordinaire; v. la résolution de l'image détournée doit être de 96 ppp; vi. les dimensions de l'image détournée doivent être d'au moins 350 x 130 et ne pas dépasser 670 x 250. 		
G5.	<p>Chaque fois qu'une plaque d'immatriculation n'est pas lue (événements NO READ et NO PLATE), la solution de l'entrepreneur doit générer une image non détournée du véhicule qui respecte au moins les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. la taille de l'image transmise à l'infrastructure réseau de l'ASFC ne doit pas dépasser 50 ko; ii. l'image doit être récupérable en format JPG; iii. les dimensions de l'image doivent être d'au moins 768 x 280 et ne pas dépasser 1500 x 550. 		
G6.	Les données d'interprétation textuelle de la solution de l'entrepreneur doivent être saisies, traitées et transmises à l'ASFC moins de 0,5 seconde (500 millisecondes) après la lecture, si elle est exécutée correctement; si la lecture est un échec, la solution de		

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N°	Critère	Justification	Référence
	l'entrepreneur doit lancer la transmission de l'image détournée de la plaque au plus tard 0,5 seconde (500 millisecondes) après l'envoi du message d'interprétation textuelle, comme décrit dans l'information sur la messagerie à l'appendice G.		
G7.	La solution de l'entrepreneur doit lancer la transmission de l'image non détournée de la plaque au plus tard 0,5 seconde (500 millisecondes) après l'envoi du message d'interprétation textuelle.		
G8.	La solution de l'entrepreneur doit lire les plaques d'immatriculation, rétroréfléchissantes ou non, à n'importe quel moment au cours d'une période de 24 heures.		
G9.	La solution de l'entrepreneur doit lire les plaques d'immatriculation dans toutes les conditions d'éclairage allant du plein soleil à l'absence complète de lumière. Une source de lumière, par exemple un stroboscope, peut être incluse dans la solution pour satisfaire à cette exigence. Cependant, cette source ne doit pas distraire le conducteur du moyen de transport se trouvant à l'intérieur ou à proximité de la voie où elle est installée.		
G10	La solution de l'entrepreneur doit pouvoir lire les plaques d'immatriculation de moyens de transport se déplaçant à une vitesse allant jusqu'à 50 km/h.		
G11	Le boîtier de la caméra de LPI de la solution de l'entrepreneur doit être conçu de sorte qu'on puisse configurer la caméra sans la désaligner.		

Exigences obligatoires relatives à la solution d'IRF

Chaque solution de lecteur d'IRF doit répondre aux spécifications suivantes :

N°	Critère obligatoire	Justification	Référence
H. Caractéristiques générales (exigences propres à l'IRF)			
H1.	<p>La solution de l'entrepreneur doit transmettre des étiquettes d'identification uniques à l'interface d'application de l'ASFC à des fins de traitement, au plus tard 0,5 seconde après leur lecture dans la zone de lecture avec antenne.</p> <p>Lorsque la solution d'IRF de l'entrepreneur est installée dans une voie ou à la guérite, elle doit être prête à transmettre des étiquettes d'identification uniques à l'interface d'application de l'ASFC à des fins de traitement en 0,5 seconde ou moins lorsqu'elles sont détectées dans la zone de lecture avec antenne.</p>		
H2.	La solution de l'entrepreneur doit pouvoir extraire les étiquettes d'identification uniques présentées de différentes manières (empilées, en éventail, etc.) au moment où le véhicule se trouve dans la zone de lecture avec antenne.		
H3.	La solution de l'entrepreneur doit pouvoir extraire en une seconde au moins 15 étiquettes d'identification uniques d'une série de documents munis d'une puce d'IRF.		
H4.	<p>La solution de l'entrepreneur doit :</p> <ul style="list-style-type: none">a) inclure une fonction de lecture des documents et de cartes munis d'une puce d'IRF de deuxième génération (<i>Generation 2</i>);b) être compatible avec (au moins) le protocole EPCglobal de catégorie 1 de deuxième génération (<i>Class 1 Generation</i>		

N°	Critère obligatoire	Justification	Référence
	<p>2) (norme ISO 18000-6C);</p> <p>c) filtrer les lectures de façon à exclure les étiquettes d'IRF des documents autres que de voyage (p. ex. étiquettes de vente au détail, cartes pour autoroutes à péage);</p> <p>d) inclure une fonction qui transmet l'EPC complet (96 bits) de l'étiquette d'IRF à l'infrastructure réseau de l'ASFC.</p>		
H5.	<p>La solution de l'entrepreneur doit inclure une fonction de lecture de cartes à travers une vitre fermée, ouverte ou partiellement ouverte d'un moyen de transport, y compris, au minimum, à travers les types de vitre suivants :</p> <p>i. vitre teintée;</p> <p>ii. vitre transparente;</p> <p>iii. vitre pare-balles (sauf si elle est renforcée de fil métallique).</p>		
H6.	<p>La solution de l'entrepreneur doit faire en sorte que chacun de ses lecteurs d'IRF génère la séquence suivante d'événements :</p> <p>a) un événement START READ (DÉBUT DE LA LECTURE) lorsqu'un moyen de transport entre dans la zone de lecture avec antenne;</p> <p>b) un événement TAG READ (LECTURE DE L'ÉTIQUETTE) pour la première lecture de chaque étiquette d'IRF unique détectée dans la zone de lecture;</p> <p>c) un événement END READ (FIN DE LA LECTURE) lorsque le moyen de transport quitte la zone de lecture avec antenne.</p> <p>Ces événements doivent être associés au même ID de transaction unique.</p>		

N°	Critère obligatoire	Justification	Référence
	Voir l'appendice G, Schémas d'événement.		
H7.	La solution de l'entrepreneur doit faire en sorte que chacun des lecteurs d'IRF ne lise des étiquettes que lorsqu'un moyen de transport se trouve dans sa propre zone de lecture avec antenne, et jamais en d'autres circonstances.		
H8.	La solution de l'entrepreneur doit détecter les documents munis d'une puce d'IRF uniquement dans la voie primaire ciblée, sans détecter ceux qui se trouvent dans les véhicules des voies adjacentes ou dans des moyens de transport se suivant dans la même voie.		
H9.	<p>La solution de l'entrepreneur doit inclure un compteur numérique qui affiche à l'intention des voyageurs le nombre de cartes d'IRF interprétées par la solution pendant que le moyen de transport se trouve dans la zone de lecture. Ce nombre doit être effacé dès que le moyen de transport quitte la zone de lecture.</p> <p>Le compteur numérique doit :</p> <ul style="list-style-type: none">i) avoir un écran d'au moins 5 pouces sur 8 pouces;ii) afficher un nombre allant jusqu'à 99 (à deux chiffres);iii) afficher le nombre de documents de voyage saisis dans la zone de lecture, en excluant tout document autre que de voyage (p. ex. étiquettes de vente au détail, cartes pour autoroutes à péage);iv) ne pas nécessiter la construction d'une borne supplémentaire;v) être monté, fixé ou installé dans la		

N°	Critère obligatoire	Justification	Référence
	<p>solution d'IRF de l'entrepreneur de sorte que les voyageurs puissent voir un nombre tout en présentant un document d'IRF à l'intérieur de la zone de lecture.</p> <p>Les chiffres affichés par le compteur numérique doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) être visibles pour les voyageurs en tout temps, dans toutes les conditions météorologiques et d'éclairage (p. ex. sous la lumière solaire directe); ii) avoir une hauteur d'au moins 4,5 pouces. <p><i>Remarque : Aucun compteur numérique n'est exigé (et ne doit être inclus) avec le matériel de l'entrepreneur installé à la guérite d'inspection.</i></p>		

Critères obligatoires de l'ASFC relatifs au LPI

Remarque : En cas de soumission concertée, toutes les exigences obligatoires de l'ASFC relatives au LPI doivent être évaluées pour une seule des parties.

N°	Critère	Justification	Référence
II.	<p>La partie désignée pour fournir les fonctions de LPI à titre de personne morale doit, au cours des cinq dernières années, avoir livré, installé, configuré et déployé, pour deux organisations différentes, au moins 25 solutions de lecteur de plaques d'immatriculation (LPI). Pour chaque projet cité à titre d'expérience, les renseignements suivants doivent être fournis à partir de la proposition technique :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente à qui les 		

	<p>services ont été fournis;</p> <p>b) le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse électronique du chargé de projet;</p> <p>c) une courte description du type de services et de leur portée qui respectent les critères établis;</p> <p>d) les dates et la durée du projet (en indiquant le nombre d'années ou de mois de la participation ainsi que les dates de début et de fin des travaux);</p> <p>e) les renseignements qui démontrent le respect des sous-critères énoncés ci-dessus.</p>		
I2.	<p>La partie désignée pour fournir les fonctions de LPI à titre de personne morale doit, au cours des cinq dernières années, avoir fourni à au moins deux organisations différentes des services de maintenance et de soutien technique à au moins 10 endroits. Pour chaque projet cité à titre d'expérience, les renseignements suivants doivent être fournis à partir de la proposition technique :</p> <p>a) le nom de l'organisation cliente à qui les services ont été fournis;</p> <p>b) le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse électronique du chargé de projet;</p> <p>c) une courte description du type de services et de leur portée qui respectent les critères établis;</p> <p>d) les dates et la durée du projet (en indiquant le nombre d'années ou de mois de la participation ainsi que les dates de début et de fin des travaux);</p>		

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	e) les renseignements qui démontrent le respect des sous-critères énoncés ci-dessus.		
--	--	--	--

Critères obligatoires de l'ASFC relatifs à l'IRF

Remarque : En cas de soumission concertée, toutes les exigences obligatoires de l'ASFC relatives à l'IRF doivent être évaluées pour une seule des parties.

N°	Critère obligatoire	Justification	Référence
J1.	La partie désignée pour fournir la solution d'IRF à titre de personne morale doit, au cours des cinq dernières années, avoir livré, installé, configuré et déployé, pour deux organisations différentes, dont une du secteur public, au moins 25 appareils d'identification par radiofréquence (IRF) par organisation. Les 25 appareils doivent être situés à au moins deux endroits différents. Pour chaque projet cité à titre d'expérience, les renseignements suivants doivent être fournis à partir de la proposition technique : <ul style="list-style-type: none">a. le nom de l'organisation cliente à qui les services ont été fournis;b. le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse électronique du chargé de projet;c. une courte description du type de services et de leur portée qui respectent les critères établis;d. les dates et la durée du projet (en indiquant le nombre d'années ou de mois de la participation ainsi que les dates de début et de fin des travaux);e. les renseignements qui démontrent le respect des sous-critères énoncés ci-dessus.		
J2.	À titre de personne morale, l'entrepreneur ou le soumissionnaire doit, dans les cinq dernières années, avoir assuré pour au moins deux clients différents, pendant au moins un an, la maintenance d'au moins 25 appareils d'IRF par client. La maintenance doit inclure un service de		

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N°	Critère obligatoire	Justification	Référence
	<p>retour à l'atelier, les appareils doivent avoir un taux mensuel de disponibilité d'au moins 95 %, et les appareils de chaque client doivent être situés dans au moins deux endroits différents.</p> <p>Pour chaque projet cité à titre d'expérience, les renseignements suivants doivent être fournis à partir de la proposition technique :</p> <ol style="list-style-type: none">le nom de l'organisation cliente à qui les services ont été fournis;le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse électronique du chargé de projet;une courte description du type de services et de leur portée qui respectent les critères établis;les dates et la durée du projet (en indiquant le nombre d'années ou de mois de la participation ainsi que les dates de début et de fin des travaux);les renseignements qui démontrent le respect des sous-critères énoncés ci-dessus.		
J3.	<p>À titre de personne morale, l'entrepreneur ou le soumissionnaire doit, au cours des cinq dernières années, avoir fourni à au moins une organisation des services de préparation de site en vue de l'installation d'une solution d'IRF. Les services de préparation de site doivent inclure au moins l'élaboration de documents de conception comprenant la liste du matériel, les exigences relatives aux boîtiers, au câblage et à l'alimentation électrique, les exigences relatives à la personnalisation en fonction de la géométrie actuelle des voies, l'emplacement physique du matériel, des afficheurs, des bornes, des câbles, des conduites électriques, des boîtes de dérivation ainsi que des poteaux de fixation et de</p>		

Solicitation No. - N° de l'invitation
47060-147075/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
1000317075

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
hn46047060-147075

Buyer ID - Id de l'acheteur
hn460
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

N°	Critère obligatoire	Justification	Référence
	<p>protection, et toute contrainte relative à la conception.</p> <p>Pour chaque projet cité à titre d'expérience, les renseignements suivants doivent être fournis à partir de la proposition technique :</p> <ol style="list-style-type: none">le nom de l'organisation cliente à qui les services ont été fournis;le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse électronique du chargé de projet;une courte description du type de services et de leur portée qui respectent les critères établis;les dates et la durée du projet (en indiquant le nombre d'années ou de mois de la participation ainsi que les dates de début et de fin des travaux);les renseignements qui démontrent le respect des sous-critères énoncés ci-dessus.		



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

1000317075

Security Classification / Classification de sécurité

UNCLASSIFIED

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE		
1. Originating Government Department or Organization Ministère ou organisme gouvernemental d'origine Canada Border Services Agency		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction ISTB
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant
4. Brief Description of Work - Brève description du travail Procurement of LPR and RFID technology under the Beyond the Border Action Plan.		
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required - Indiquer le type d'accès requis		
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p.ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciales sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès		
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion		
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information		
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>

Security Classification / Classification de sécurité



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

1000317075

Security Classification / Classification de sécurité

UNCLASSIFIED

PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?
If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité:

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets:
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel:

Document Number / Numéro du document:

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

☒ RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ

☐ CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL

☐ SECRET
SECRET

☐ TOP SECRET
TRÈS SECRET

☐ TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT

☐ NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL

☐ NATO SECRET
NATO SECRET

☐ COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET

☐ SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS

Special comments: Access to CBSA Ports of Entry will be required at times for initial installation, maintenance, and
Commentaires spéciaux: accès au remplacement

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.
REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted:
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?

☐ No
Non ☐ Yes
Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

Security Classification / Classification de sécurité



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

Security Classification / Classification de sécurité

100031 7075

UNC/ASIFED

PART C (continued) / PARTIE C (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	Confidential Confidentiel	Secret	Top Secret Très Secret	NATO Restricted NATO Diffusion Restreinte	NATO Confidential NATO Confidentiel	NATO Secret	COSMIC Top Secret COSMIC Très Secret	Protected Protégé			Confidential Confidentiel	Secret	Top Secret Très Secret
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Production	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Media Support TI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Link Lien électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité ».

12. b) Will the document attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

Security Classification / Classification de sécurité

Contract Number / Numéro du contrat 1000317075
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION			
13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) Chris Murray		Title - Titre Manager - IT RFP & Software Procurement	Signature <i>Chris Murray</i>
Telephone no. - N° de téléphone (613) 796-7383	Facsimile - Télécopieur	E-mail address - Adresse courriel Chris.Murray@cbsa-asfc.gc.ca	Date 2013-09-13
14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) Andee Dube		Title - Titre Manager	Signature <i>A. Dube</i>
Telephone no. - N° de téléphone 613-960-3402	Facsimile - Télécopieur 613-941-6105	E-mail address - Adresse courriel Andee.Dube@cbsa.gc.ca	Date 2013-12-20
15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached? Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes? <input type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui			
16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement			
Name (print) - Nom (en lettres moulées) Benoit Guertin		Title - Titre Supply Specialist	Signature <i>B. Guertin</i>
Telephone no. - N° de téléphone 819-956-4479	Facsimile - Télécopieur 819-953-4944	E-mail address - Adresse courriel benoit.guertin@pwgsc.gc.ca	Date 2014-01-24
17. Contracting Security Authority / Autorisé contractante en matière de sécurité			
Name (print) - Nom (en lettres moulées)		Title - Titre	Signature <i>Jill Mahon</i>
Telephone no. - N° de téléphone 948-1059	Facsimile - Télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date Jan 07 2014

Jill Mahon
Contract Security Officer, Contract Security Division
Jill.Mahon@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Tel/Tél - 613-960-0164 / Fax/Téléc - 613-954-4171

Security Classification / Classification de sécurité
--